



Dans le nouveau stade!

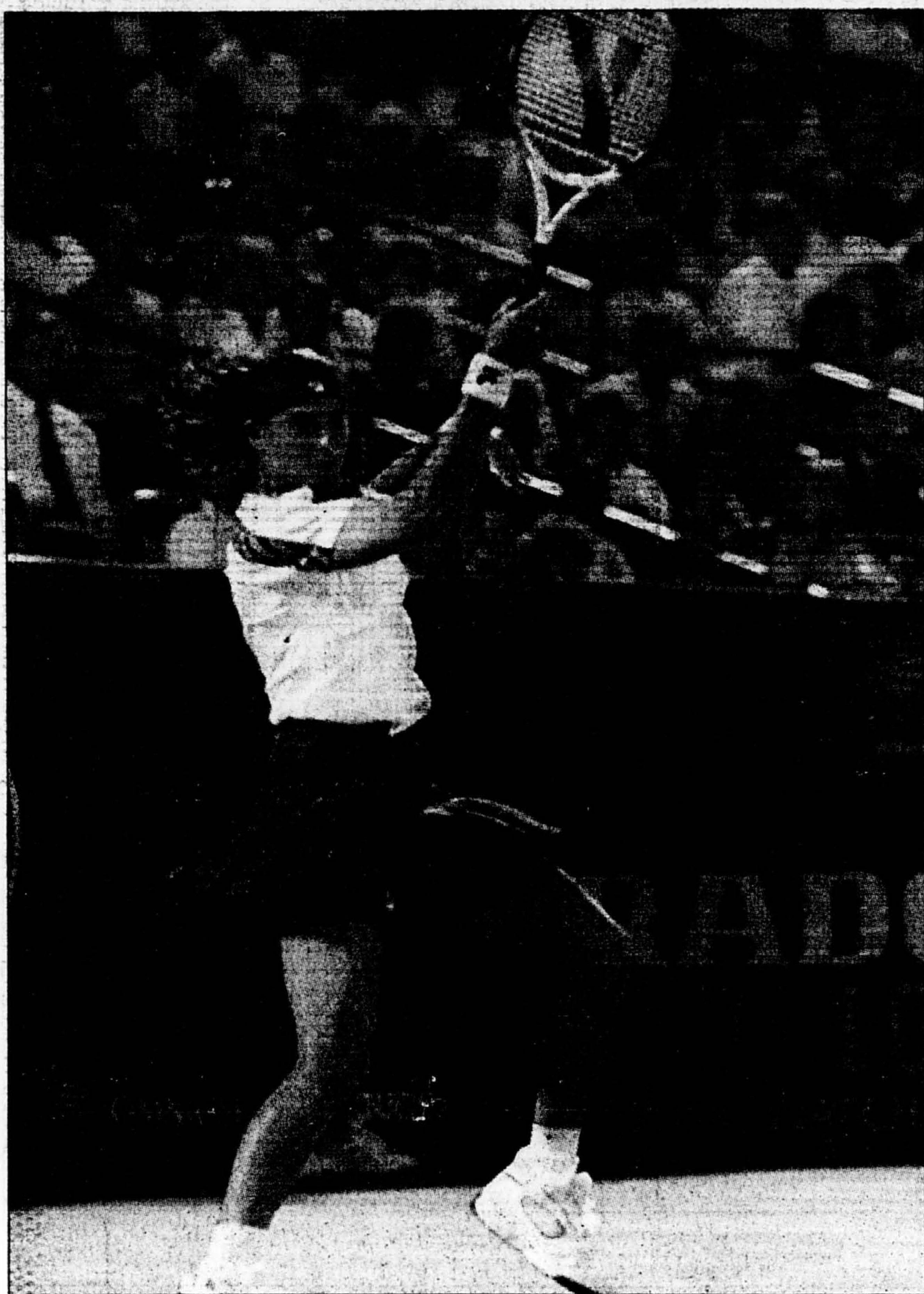


PHOTO DENIS COURVILLE, La Presse

C'est à la grande Gabriela Sabatini qu'est revenue l'honneur, hier soir, d'inaugurer le court central du stade du Maurier, qui vient d'être entièrement reconstruit. Pour la circonstance, la joueuse argentine affrontait la Canadienne Sonya Jeyaseelan. Le match était aussitôt suivi d'un spectacle de Marjo et du Cirque du Soleil. Les Internationaux du Canada se poursuivent jusqu'à dimanche au parc Jarry. Nos informations, page 19 du cahier Sports.

Le Forum devient un mégacentre de loisirs

MIVILLE TREMBLAY

Le promoteur immobilier Canderel a acheté le Forum de Montréal pour y construire un centre de divertissement comprenant plus de 30 salles et 7000 places de cinéma.

« Nous voulons que le Forum demeure un lieu de divertissement populaire », affirme M. Daniel Peritz, vice-président du développement chez Canderel, une société immobilière qui jouit d'une excellente réputation.

Canderel appartient au Montréalais Jonathan I. Wener, l'un des grands propriétaires de la région avec notamment l'immeuble Trust Royal et la Place Félix-Martin, boulevard René-Lévesque.

Le centre de divertissement devrait ouvrir ses portes à la fin de 1997. Ce concept de « style Broadway » est inédit au Canada: plusieurs salles de petite taille présentent le même film à des heures différentes. Il permet de s'adapter plus facilement à la demande des consommateurs et de conserver certains films à l'affiche plus longtemps.

Voir LE FORUM en A2

Le musée Guèvremont: on se renvoie la balle

MATHIEU PERREault

Pendant 10 ans, François Gélinas et sa femme Jeanne Ethier ont fait revivre le chalet de Sainte-Anne-de-Sorel où Germaine Guèvremont écrivait pendant les 11 dernières années de sa vie, jusqu'en 1968.

Le 20 août, le dernier visiteur franchira le petit pont suspendu qui mène à la petite île au Pé, que le beau-père de l'auteur du *Survivant* avait achetée au tournant du siècle. Épuisé, le couple met un terme à sa passion pour la bande de terre de 100 mètres sur 30, dont il a fait un musée en l'honneur de la première Québécoise à vivre de son écriture.

« J'ai annoncé aux députés et aux

ministères de la Culture et du Patrimoine mon intention de vendre la propriété aux enchères, mais personne ne m'a approché pour sauvegarder ce témoignage », soutient M. Gélinas, un protonotaire retraité de 65 ans. « Comme le musée ne peut générer des profits suffisants pour une exploitation commerciale, il se pourrait bien que le nouveau propriétaire démolisse les deux chalets de l'île pour y ériger une demeure moderne et habitable l'hiver. En 1986, j'ai écrit aux fonctionnaires du ministère du Patrimoine pour qu'ils classent le chalet parmi les biens protégés, mais ça leur a pris

Voir LE MUSÉE en A2

Pourquoi pas la pétanque?

Renier PARIS

Un député français a demandé hier à ce que la pétanque devienne sport olympique, afin de contrecarrer la suprématie des sports américains et de préserver l'esprit de l'olympisme.

Dans une question écrite adressée au ministre des Sports, Guy Drut, Bernard Carayon estime que l'admission de sports tels que le baseball ou le softball dénaturent « les règles traditionnelles de l'olympisme » qui impliquent l'« amateurisme et l'universalité de la discipline ».

Contre ces « disciplines marginales pratiquées quasi exclusivement outre-Atlantique », le député du Tarn demande au ministre des Sports de « favoriser la cause » de la pétanque et du rugby, traditionnellement

pratiqués dans le sud-ouest de la France.

Selon Carayon, ces disciplines seraient plus en accord avec l'esprit olympique.

Car bien qu'elle puisse apparaître comme typiquement française, la pétanque n'en est pas moins pratiquée par de nombreuses nations.

Les Thaïlandais en sont notamment devenus des adeptes chevronnés depuis que la princesse héritière de la famille royale l'a découverte sur la Côte d'Azur dans les années 70.

Shinakarindra a été tellement séduite par cette discipline, qu'elle l'a imposée comme sport national quelques années plus tard. Et aujourd'hui, les casernes thaïlandaises sont animées par le son des boules métalliques qui s'entrechoquent, les militaires étant astreints à trois heures de pétanque chaque jour.

L'Hôpital général juif soigne un reporter malade... et bilingue

MARIE-CLAUDE MALBOEUf

À l'Hôpital général juif de Montréal, Normand Lester n'a pas eu le droit d'être soigné dans sa langue.

c'est plutôt son infirmière qui a exigé de le soigner dans sa langue à elle.

« You know how to speak English, you spoke English before. This is an English hospital, you HAVE to speak English », aurait crié Paula Matthew au journaliste de Radio-Canada. Ce dernier, qui se remettait d'une crise cardiaque et devait être opéré le lendemain, a indiqué la sortie à l'infirmière, pour la suivre ensuite jusqu'au comptoir en

agrippant sa tige roulante, au bout de laquelle valait son sac de solution.

« Même le médecin qui essayait de me calmer s'adressait à moi en anglais. Je vais à l'hôpital à côté de chez moi et c'est comme si je me retrouvais en Ontario ou en Colombie-Britannique, s'indigne M. Lester. Le français est considéré comme le chinois ou le tamoul: on s'arrange si vous ne parlez rien d'autre, mais si vous parlez aussi anglais, le personnel va automatiquement choisir cette langue. »

Voir L'HÔPITAL en A2



Normand Lester

Une loi critiquée!

Le président Clinton a signé hier la loi dite d'Amato qui prévoit de sanctionner les entreprises étrangères qui investissent en Iran et en Libye. « deux des plus dangereux pays qui soutiennent le terrorisme dans le monde ». Cette décision risque d'envenimer les relations entre les États-Unis et un grand nombre de ses partenaires, notamment européens. Ces derniers s'opposent en effet à cette loi qu'ils considèrent comme une ingérence dans leur politique commerciale. La loi d'Amato prévoit des sanctions contre les entreprises qui investissent plus de 40 millions par an dans ces deux pays.

Nos informations en page B1.

INDEX

annonces classées	affaires	C2	Bridge	B7	FrancoFolles	B4 et B5	Tableid Sports
index	Arts et spectacles		Décès	C7	Horoscope	B10	- Pierre Foglia
immobilier	B4 à B7		Économie	C1 à C6	Le monde	B3	- Robert Duguay
merchandises	Ciné-horaire	B7	Éditorial	B2	Loteries	A2 et A5	- Philippe Carlin
emplois	Télé-horaire	B6	Êtes-vous observateur?	B8	Mots croisés	C8 S20	- Gilles Blanchard
automobile	Bandes dessinées	B9			Mot mystère	B9	

ÉDITORIAL

Le jeune droite
- Alain Dubuc
page B2

MÉTÉO

Quelques nuages, chaud et humide
Max. 31, min. 17
Cahier Sports,
page 24



Montréal métro

L'EXPRESS DU MATIN



Grève au Radisson

■ Les 250 employés de l'hôtel Radisson Gouverneurs Montréal (anciennement Grand Hôtel et Regency Hyatt), rue Université, ont déclenché hier matin une grève générale illimitée pour protester contre l'attitude de leur employeur dans la négociation visant à renouveler leur convention collective. Les employés, membres d'un syndicat affilié à la Fédération du commerce de la CSN, avaient déclenché, le 26 juillet, un débrayage de 24 heures. Depuis, trois rencontres de négociation ont eu lieu sans que l'employeur ne change sa position. Les syndiqués souhaitent notamment renforcer la protection de leurs emplois en contrant la sous-traitance, en établissant des règles de reconnaissance de leur ancienneté, d'attribution des banquets, etc.

Service 9-1-1

■ Québec-Téléphone a révisé hier sa politique de perception des frais municipaux du service 9-1-1 pour mieux refléter l'esprit de ses ententes avec les municipalités de son territoire. La compagnie affirme que la facturation des frais municipaux servant au financement des centres d'appels d'urgence, partout où s'applique un règlement municipal, doit s'imposer de façon universelle et obligatoire. Contrairement à ce qui a été invoqué devant les médias par un citoyen de Rimouski contestant cette taxation, Québec-Téléphone soutient qu'elle ne permettra à aucun usager du service 9-1-1 de se soustraire au devoir de contribuer à ce service essentiel. À défaut de paiement par le client, elle remettra à la municipalité visée le soin de percevoir les frais mensuels.



Les commanditaires de la campagne de promotion de Montréal sont bien visibles sur les nouveaux panneaux-réclames, comme dans les cinq publicités diffusées depuis hier à la télévision, qui sont truffées de logos ou d'objets faisant référence à Bell, Alcan, Jean-Coutu...

Blitz publicitaire pour relancer Montréal

ANNE-MARIE LABBÉ

La Ville de Montréal lançait, hier, une campagne publicitaire monstre d'une valeur de sept millions de dollars visant à susciter un sentiment d'appartenance chez les Montréalais tout en amorçant la relance de la ville.

L'administration Bourque-Eloyan a elle-même investi 1,2 million de dollars dans cette campagne qui s'étalera sur deux ans. Les autres contributions proviennent du gouvernement du Canada pour un million, des investisseurs privés et des médias qui ont accepté de fournir gratuitement temps et espace pour la promotion de Montréal.

Tous les moyens seront pris pour rejoindre les citoyens montréalais. Depuis mai dernier, 300 oriflam-

mes ont été accrochées aux lampadaires de la ville et à partir de 18 h 40, hier, jusqu'à l'année prochaine, tous les réseaux de télévision diffuseront cinq capsules illustrant les diverses facettes de la ville.

« Des affiches seront massivement implantées dans tout le territoire de Montréal », a déclaré Michel Ouellet, directeur de la campagne. De plus, des épinglettes seront distribuées dans certaines stations de métro et des abribus porteront les couleurs et la signature de la ville.

Le slogan « Montréal, c'est toi ma ville », qui rappelle « La fierté a une ville » d'une administration municipale précédente, a été retenu et mis en musique par François Cousineau. « J'ai cherché une tou-

ne avec quelque chose de bon, comme embrasser sa blonde ou son enfant ; j'ai essayé de mettre de la joie et je crois que j'ai réussi », déclare le compositeur.

« Si quelqu'un à Montréal sait combien sa ville est belle, c'est bien son maire. De la voir s'épanouir comme une fleur, je trouve ça extraordinaire », disait Pierre Bourque avec fierté. Avec un enthousiasme débordant, le secrétaire d'État responsable du Bureau fédéral de développement régional au Québec, M. Martin Cauchon, a renchéri en parlant des « acquis exceptionnels de Montréal » qui représentent « quelque chose sans précédent au Canada ».

Invité par *La Presse* à commenter les objectifs plus précis de la campagne, le maire Bourque a indiqué

qu'elle visait à « faciliter le développement, la qualité de vie, à faire participer la population et à stimuler les gens à investir ».

Le conseiller municipal de Snowdon, Marvin Rotrand, soulignait, à titre de porte-parole de la Coalition démocratique, le manque de précision des priorités de la Ville alors que malgré « la crise financière dans le budget municipal qui entraîne la fermeture de bibliothèques et des réductions dans plusieurs services, elle a trouvé le moyen de mettre des oriflammes à tous les coins de rue pour nous dire d'être moins moroses ».

M. Rotrand affirme que lorsque le projet a été discuté à l'hôtel de ville, « le maire n'a pas été capable d'expliquer de quelle façon la campagne allait aider Montréal ».

« Les ouvertures officielles, on ne m'y prendra jamais »

(Ne vous en faites pas, demain, elle va être là)

AILES
LES AILES DE LA MODE
• BROSSARD • LAVAL •

Aux Ailes Carrefour Laval, le magasinage sera une fête.



Actualités

La brigade Cargo reprend du service

MARCEL LAROCHE

Devant la recrudescence marquée des détournements et des vols en série de camions-remorques perpétrés dans la région métropolitaine, le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal remet en service sa célèbre brigade « Cargo ».

Poursuivant les mêmes objectifs qui l'ont rendue tellement productive dans les années 80-90, l'escouade qui reprend le boulot aujourd'hui fonctionnera à l'échelle provinciale, la Sûreté du Québec ayant décidé de se joindre à l'antigang du SPCUM pour faire la guer-

re aux voleurs et receleurs. Cinq policiers de la CUM et deux de la SQ, tous des spécialistes en matière de crime organisé, auront donc la tâche au cours des prochains mois de scruter à la loupe tous les vols d'importance impliquant des poids lourds.

Ce genre de vol, communément appelé « hijacking » dans le jargon policier, connaît présentement un essor remarquable dans la région métropolitaine alors que des camionneurs sont régulièrement victimes d'individus armés qui n'hésitent pas à recourir à la violence pour s'emparer de quantités industrielles de marchandises diverses.

Des sommes astronomiques

Le butin volé, pour la plupart du temps des chargements complets d'appareils électro-ménagers ou électroniques, ou encore de marchandises destinées aux grandes chaînes d'alimentation, représente

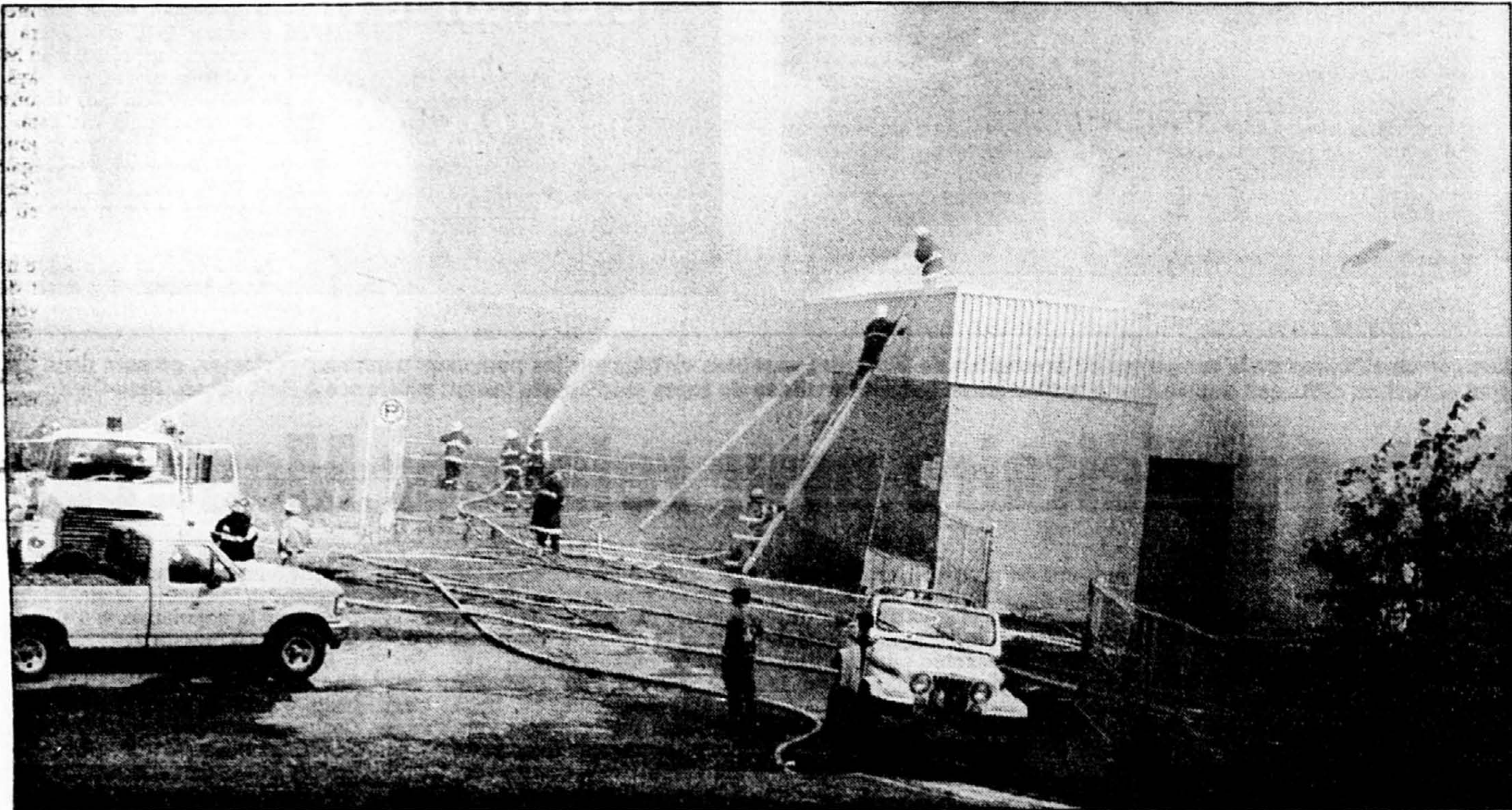
toujours des sommes astronomiques pour les compagnies d'assurances, victimes de ces arnaques bien planifiées.

En redonnant un nouveau souffle de vie à la brigade « Cargo », l'inspecteur Allen Trépanier, responsable de la division crime organisé au SPCUM, voit une bonne solution pour combattre « dans le champ » les détournements de camions-remorques, qui représentent annuellement des pertes financières se chiffrant dans les millions de dollars.

En annonçant la reprise officielle des activités de la brigade, l'officier de police du SPCUM a indiqué

hier à *La Presse* qu'une rencontre était prévue aujourd'hui avec la direction de la Sûreté du Québec pour mettre au point les derniers préparatifs et tracer les grandes lignes et les objectifs de cette équipe de choc.

La nouvelle escouade, qui n'a rien à voir avec celle de Carcajou, créée à l'automne 1995 pour contrer les hostilités entre bandes rivales de motards, sera dirigée par le lieutenant-détective René Leduc, un ex-enquêteur aux stupéfiants et à la section antigang de la police de la CUM.



Un incendie spectaculaire a lourdement endommagé hier la polyvalente C.-E. Pouliot, à Gaspé. On a craint, un temps, de devoir évacuer des résidents tant la fumée était menaçante.

Un incendie endommage gravement la polyvalente de Gaspé

JEAN-BENOIT LEGAULT
MARC THIBODEAU

Le toit de la polyvalente C.-E. Pouliot, à Gaspé, a été complètement dévasté hier après-midi par un incendie accidentel ayant pris naissance alors que des ouvriers s'affairaient à sa réfection.

Les pompiers de Gaspé, avec l'aide de leurs collègues des casernes de Douglastown, Rivière-au-Renard, Rosebridge et Cap-des-Rosiers, ont eu fort à faire pour venir à bout du sinistre puisque le vent soufflait dans la mauvaise direction et activait le feu.

Seul le goudron et le bois du toit ont finalement brûlé puisque la dalle de béton sur laquelle reposaient ces matériaux a empêché les flammes de se propager à l'intérieur de l'édifice, endommagé uniquement par l'eau et la fumée.

La dense fumée noire qui se dégageait au plus fort du brasier avait pourtant laissé croire au pire et poussé les autorités municipales à préparer des procédures d'urgence. S'ils avaient été incommodés par la fumée, des résidents du centre-ville et de l'hôpital voisin de l'école auraient pu être relégués en vitesse.

Aucune évacuation du genre n'a cependant été jugée nécessaire par les pompiers, qui devaient finalement maîtriser le brasier en début de soirée, sans que personne n'ait été blessé.

Le directeur général de la Commission scolaire des Falaises, Carol Paré, a indiqué alors que l'incendie constituait une « très mauvaise nouvelle » pour son organisme, déjà pris à la gorge par les compressions budgétaires.

Le porte-parole a expliqué que la commission scolaire serait tenue de payer à même son budget une partie des travaux nécessaires pour remettre l'école à neuf puisque celle-ci, « comme tous les établissements gouvernementaux », n'est pas assurée. Un représentant du ministère de l'Éducation, qui devrait absorber directement la majeure partie des dépenses à venir, devait se rendre sur les lieux ce matin afin d'étudier la situation.

La facture totale pourrait facilement excéder un million de dollars puisque la réfection du toit de l'éta-

blissement, que fréquentent 1600 élèves, avait coûté une telle somme il y a une dizaine d'années.

M. Paré a indiqué finalement que la rentrée scolaire ne devrait pas être compromise, à moins que l'incendie n'ait endommagé la structure de l'établissement.

Une inspection plus approfondie doit être réalisée aujourd'hui par les pompiers, qui tenteront du coup de déterminer la cause exacte du sinistre.

Le chef des pompiers, Louis Matteau, a indiqué en soirée que les employés qui s'affairaient sur le toit au moment où l'incendie a éclaté seraient interrogés aujourd'hui afin de faire toute la lumière sur cette affaire. Des travaux de soudure pourraient être à l'origine du sinistre.

Poursuite de 265 700 \$ pour une cascade qui a mal tourné

Un machiniste montréalais blessé pendant le tournage du film *Hollow Point* a déposé hier une poursuite de 265 000 \$ contre le producteur Filmline International et les Productions de l'Intrigue.

Le 10 mai 1995, vers 20 h, alors qu'on tournait une scène d'explosion de voiture dans la gare de tri-

ge des anciennes usines Angus, le machiniste Christian Sauvageau a reçu un morceau de métal à l'avant-bras et subi une fracture ouverte. Son collègue Jean-François Bourassa, chef-machiniste, a reçu un morceau en pleine tête et est mort.

Le Tribunal du travail a condamné ce printemps les Productions de

l'Intrigue, responsable des effets spéciaux pour cette scène, à une amende de 7500 \$, la blâmant sévèrement. La firme n'avait pas respecté les critères de sécurité, et l'artificier responsable de la cascade n'avait fait aucun calcul sérieux. La charge était beaucoup trop forte. Qui plus est, le permis de l'artificier

était échu depuis quatre ans.

M. Sauvageau n'a pu travailler jusqu'au 28 mars 1996. Il subit encore une incapacité de 20 % au bras et des séquelles psychologiques qu'il évalue à 8 %. Pour perte de salaire, souffrances et tous les dommages, M. Sauvageau réclame 265 000 \$.

Serge Roy, qui habitait Chambly avec sa famille, venait d'obtenir un congé de maladie à l'usine de Pratt et Whitney de Longueuil, où il inspectait des moteurs. Selon la police, le couple s'était séparé quelques jours avant, et le divorce était imminent.

EN BREF

Travaux de 675 000 \$ à Châteauguay

Le gouvernement du Québec et celui d'Ottawa assumeront les deux tiers des coûts de six projets d'infrastructures dans la ville de Châteauguay, travaux qui ont créé une cinquantaine d'emplois cet été. Évalués à 675 000 \$, les travaux portent sur la voirie et le réseau d'aqueduc. Les réfections sur le boulevard d'Anjou seront notamment terminées d'ici une dizaine de jours. La ministre responsable de la Montérégie, Pauline Marois, a par ailleurs annoncé la tenue d'un

sommet de la société montréalaise de développement.

Réseau de contrebande d'armes et de drogues sapé

La GRC a démantelé un réseau de contrebande d'armes à feu et de trafic de stupéfiants qui sévissait dans les régions de Québec, Montréal et Toronto. Aidée par la Sûreté municipale de Québec, la GRC a frappé dans la nuit de jeudi à vendredi dans la Vieille capitale. Les dirigeants du réseau sont d'origine asiatique. En tout, huit personnes ont été appréhendées dans la région de Québec.

ACCORD ET ODYSSEY 1996

FINANCEMENT de 24 à 60 mois **4,8 %**



CIVIC HATCHBACK 1996

198\$ par mois*

Transport et préparation inclus.



* Bail de 48 mois. Allocation 96 000 km. Comptant de 1 890 \$ ou échange équivalent. Taxes en sus.

700, boul. Labelle, Blainville (aut. des Laurentides, sortie 25)
435-1122 / 875-1920

Montréal
Ottawa
Memphrémagog/Champlain
Saguenay-Lac-St-Jean

Météo nautique / Météo plages

1 900 565-4000

Répondeur : 95 c/minute

«La météo à la source»

Maine
Plattsburg
Cape Cod
Atlantic City
Wildwood

Environnement
Canada

Environment
Canada

Entre la complaisance et la sévérité



Richard Héту

collaboration spéciale
ATLANTA

Coiffées d'un canotier aux couleurs de l'Union Jack, Julie Brown et Heather Scott étaient sur leur petit nuage, vendredi matin. Les deux Anglaises marchaient en riant aux éclats dans le parc du Centenaire, comme si les grandes et petites misères d'Atlanta, dont on a tant parlé, ne les atteignaient point.

Les deux copines de Portsmouth, la patrie de Dickens, avaient de quoi rigoler. Elles avaient remporté un concours organisé par un journal de leur pays, leur permettant de passer cinq jours dans la ville olympique. L'avion, l'hôtel, la bouffe, les billets, tout était payé par le quotidien *The Independent*, de Londres.

Et la veille, elles avaient assisté au match de basketball masculin

mettant aux prises l'Australie au Dream Team américain.

« Mon premier match de basketball à vie! s'est exclamée Julie. C'était excellent! »

« Brilliant! » a renchéri Heather, en donnant au mot son sens et son intonation britanniques.

Un peu plus loin, Liz Allen, dont la casquette était ornée de la feuille d'érable canadienne, semblait encore en état de choc en racontant sa première expérience dans le métro d'Atlanta.

« Je suis contente que les Jeux n'aient pas été attribués à Toronto, ma ville, a-t-elle déclaré. Ça aurait été l'enfer dans le métro. Ici, j'ai vu une foule comptant neuf personnes de profondeur attendre l'arrivée d'un train bondé. On devrait remettre à chaque passager un t-shirt disant: "J'ai survécu au métro d'Atlanta!" »

L'heure des bilans

L'heure des bilans olympiques est arrivée. Et les histoires recueillies auprès de touristes étrangers dans les derniers jours des Jeux ne manquent pas d'intérêt. Quelque part entre la complaisance des Américains et la sévérité de la presse internationale, elles composent un portrait peut-être plus nuancé de ce qu'a été Atlanta au cours des deux dernières semaines.

Dans plusieurs cas, la classe et la nationalité des visiteurs ont semblé influencer les opinions. La commercialisation des Jeux, par exem-

ple, a suscité le dégoût d'un Européen, l'approbation d'un Sud-Américain et la résignation d'un Québécois.

« C'est trop, a dit Thomas Terstegge, un touriste allemand. On ne peut pas faire un pas sans tomber sur un marchand. On ne peut pas lever les yeux sans voir un panneau publicitaire. Où est le sport dans tout ça? »

Dans le parc du Centenaire, aménagé au coût de 100 millions, le même décor de foire commerciale, d'où surgissaient les enseignes de Budweiser, d'AT&T, de Swatch et de Chevrolet, n'a aucunement tiédi l'enthousiasme d'Arturo Gris, de Panama.

« C'est juste une réalité de la vie », a-t-il dit, en prenant des photos de la foule, nombreuse et festive. « Ils doivent bien trouver un moyen de financer tout ça. Autrement, il n'y aurait pas de parc. » « On est aux États-Unis », a pour sa part déclaré Georges Boddart, de Québec, en marchant dans une rue bordée de stands de souvenirs.

L'impact de l'explosion

Il n'y a pas de doute que l'explosion du parc du Centenaire, qui a fait deux morts et 111 blessés, occupera une place importante dans les souvenirs que les visiteurs étrangers ramèneront d'Atlanta. C'est notamment le cas pour Anke Mirbach, une touriste allemande.

« Au départ, il faut dire que je

n'aime pas les foules, a dit cette femme de 35 ans. Imaginez maintenant comment je me suis sentie au lendemain de l'explosion en faisant la file devant le stade olympique pendant une heure et demie. Je ne pouvais m'empêcher de penser qu'un terroriste ne pourrait choisir un meilleur moment pour frapper.

Mais la bombe du parc du Centenaire ne sera pas retenue contre Atlanta dans le bilan des visiteurs étrangers, selon Liz Allen, la Torontoise.

« C'est malheureux, a-t-elle dit, mais les Jeux constituent une tribune irrésistible pour les lunatiques qui veulent attirer l'attention sur eux. Il en est ainsi pour tous les événements internationaux, qu'ils aient lieu à Paris ou à Londres. »

Et il y a ceux pour qui la qualité de certaines compétitions olympiques restera le fait marquant des Jeux.

« Tout le monde devrait être condamné à aller aux Olympiques », a déclaré Per Moestue, un Norvégien qui a assisté à la soirée d'athlétisme de jeudi soir dernier au stade olympique, marquée par les doublés historiques de l'Américain Michael Johnson et de la Française Marie-Josée Pérec. « C'est merveilleux. »

Des moments de magie

Il ne faut sans doute pas s'étonner que les touristes étrangers se soient montrés plus indulgents à l'égard des Jeux que les membres de la presse internationale. Ils

n'avaient pas de résultats à compiler, pas d'heures de tombée à respecter, pas de jugements à porter à chaud et pas de points de comparaison avec les villes olympiques qui ont précédé Atlanta.

Ayant souvent dépensé des petites fortunes pour assister aux Jeux, ils ne pouvaient pas non plus s'offrir le luxe d'être blasés. Et puis il y a bien eu pour certains des moments d'authentique magie. Mie Morikawa et Hisayoshi Yanekura, un jeune couple du Japon, en ont vécu un.

« Le frère de mon fiancé a participé à la compétition de saut à la perche, a expliqué Mie. Quand on a annoncé son nom dans le stade olympique, nous avons pleuré. »

D'autres ont sorti des sentiers battus. Carmen Florenco, du Brésil, a visité Savannah, où le charme du Sud persiste. Elle n'oubliera pas « la chaleur des gens ». David Morgan et sa femme Sue, du pays de Galles, ont pour leur part découvert l'avenue Auburn, à Atlanta, où Martin Luther King a vu le jour et plus tard lutté contre la ségrégation raciale. On y trouve encore l'église où il a prêché et un musée en son honneur.

« Quand nous avons su que nous venions à Atlanta, il y avait deux choses que nous voulions voir, a déclaré David Morgan. Le centre Martin Luther King et la maison du président Carter. Nous sommes aux Jeux, mais il y a d'autres choses ici que les Jeux. »

loto-québec résultats

Canco Tirage du 96-08-05
4 8 11 15 18
21 24 29 32 35
40 46 49 53 54
57 58 59 67 69

Quinté Tirage du 96-08-05
3 4
111 6320

Extra Tirage du 96-08-0
NUMÉRO: 734649

T.V.A. LE RESEAU DES TIRAGES

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de départ entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Les meilleurs vêtements de voyage et d'aventure au monde

Ils sont conçus pour vous procurer le confort, la facilité d'entretien, la durabilité et la sécurité, mais surtout une allure formidable. Nos « durs qui durent » ont des poches secrètes et des poches sécuritaires.

Tilley Endurables
158, ave. Laurier Ouest
272-7791

OBTENEZ UN CATALOGUE GRATUIT EN COMPOSANT LE
1-800-465-4249

Donner à LEUCAN un geste à imiter!

Un enfant sur 400 est frappé par le cancer avant l'âge de 15 ans.

LEUCAN vient en aide à ces enfants et à leurs parents.

LEUCAN

Montréal (514) 731-3696
Québec (418) 654-2136

ACURA. À VOUS LE PLAISIR DE CHOISIR

La Berline Integra 96
288\$* PAR MOIS 36 MOIS seulement

POUR UN TEMPS LIMITÉ

Tarif de location-bail de 36 mois (total des paiements: 10 368\$), pour le modèle DB754T. Un acompte de 1 500\$. Un dépôt de sécurité et un premier versement sont requis. Transport et préparation en sus.

OU *Le Coupé Integra 96*
288\$* PAR MOIS 36 MOIS seulement

POUR UN TEMPS LIMITÉ

Tarif de location-bail de 36 mois (total des paiements: 10 368\$), pour le modèle DC434T. Un acompte de 1 500\$. Un dépôt de sécurité et un premier versement sont requis. Transport et préparation en sus.

À VOUS AUSSI, LE PLAISIR D'ÉCONOMISER.

ACURA 2,5TL
448\$* PAR MOIS 36 MOIS seulement

POUR UN TEMPS LIMITÉ

Tarif de location-bail de 36 mois (total des paiements: 16 128\$), pour le modèle LA264TS. Un acompte de 4 000\$. Un dépôt de sécurité et un premier versement sont requis.

ACURA LES CONCESSIONNAIRES FIAIBLES

ACURA GABRIEL
4648, boul. St-Jean,
Dollard-des-Ormeaux. 696-7777

ACURA CASAVANT
2499, boul. Casavant O.
St-Hyacinthe. 771-0101

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O.
Montréal. 340-1344

LES GALERIES ACURA
7100, boul. Métropolitain Est,
Anjou. 354-8811

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie
Blainville. 435-4455

LES MODÈLES OFFERTS PEUVENT DIFFÉRER DES ILLUSTRATIONS
* Allocation de 24 000 km par année (frans de 0,10\$ par km supplémentaire). Taxes, frais d'immatriculation et assurances en sus. À la fin du bail, vous pouvez retourner le véhicule au concessionnaire ou l'acheter pour la valeur résiduelle prédéterminée. Offre disponible seulement par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. Sujet à l'approbation du crédit. Les deux premiers services d'entretien (pièces en sus) sont compris dans le prix de location-bail de l'Acura 2.5TL.

ACURA
Une vision qui inspire un élan de passion.

Montréal métro

Lever le voile sur les musulmans de Montréal

Une jeune chercheuse a découvert des gens plus ouverts que ne le veulent les préjugés

RECHERCHE
UNIVERSITAIRE

ANDRÉ PRATTE

Les musulmans de Montréal n'ont pas à l'égard de leur religion l'attitude dogmatique que plusieurs leur prêtent. La plupart d'entre eux, au contraire, manifestent une ouverture certaine à l'égard de la société d'accueil.

C'est du moins ce qui ressort d'une recherche exploratoire menée auprès de la communauté musulmane par Karen Campeau dans le cadre de ses études de maîtrise en science politique à l'UQAM.

Environ 50 000 musulmans vivent au Québec. Mme Campeau a longuement interrogé 15 d'entre

eux, établis ici depuis 11 ans en moyenne. « Les musulmans que nous avons rencontrés, conclut-elle, ayant tous une pratique religieuse très assidue, ont pour la plupart manifesté une réelle volonté et, de ce fait, la capacité de vivre des rapports harmonieux avec les non-musulmans et de s'insérer dans la société québécoise. »

« On doit d'abord s'adapter au pays d'accueil, a déclaré l'une des personnes questionnées par l'étudiante. Et c'est possible de respecter les préceptes de l'islam et les lois de ce pays. »

La plupart des musulmans interrogés trouvent le moyen de pratiquer leur religion sans que cela pose de problèmes. Par exemple, plutôt que de faire leurs prières au travail, ils les regroupent et prient à la maison le soir.

Ces gens affirment entretenir des

rapports harmonieux, bien que rarement intimes, avec les Québécois non musulmans. La grande majorité d'entre eux disent qu'ils accepteraient une invitation à manger chez un non-musulman et qu'ils ne voient pas d'inconvénient à ce que leurs enfants jouent avec des non-musulmans.

Conflit de générations

Cependant plusieurs refuseraient que leur fille marie un non-musulman. Une position qui, comme en témoigne cet échange entre un père et sa fille de neuf ans rapporté par la chercheuse, risque de provoquer quelques frictions entre générations :

« Que dirait papa, tu crois, si tu souhaitais épouser un non-musulman ? »

— Habituellement, il me dit que c'est ma vie... et j'ai de fortes chan-

ces de me marier avec un Québécois. C'est vrai ! Toi, papa, qu'est-ce que tu dirais ? »

— Moi, j'accepterais ja... Ah ! Je sais pas, moi. Je sais qu'elle fera ce qu'elle veut. Je peux jamais l'obliger, mais c'est contre les conceptions de l'islam. Oui, bon, ton oncle est marié avec une Européenne, mais... c'est différent. L'islam te dit que tu peux te marier avec une femme (non musulmane). »

S'ils se montrent prêts à s'adapter — dans une certaine mesure — à la société d'accueil, les musulmans interrogés déplorent les puissants préjugés véhiculés à leur sujet en Occident. Ils ont été particulièrement choqués par l'incident de cette étudiante suspendue de son école pour avoir porté une voile islamique. « Ils ont vraiment perçu cela comme une agression », raconte Karen Campeau.

Parmi les 15 personnes rencontrées — « c'est vraiment une recherche exploratoire », rappelle l'étudiante — seulement deux ont manifesté une attitude que l'on peut qualifier de dogmatique. Elles ont refusé de serrer la main de Mme Campeau parce que le Prophète, lui, ne serrait pas la main des gens. Elles vivent repliées sur leur communauté, et l'une d'elles a avoué qu'elle refuserait une invitation à manger d'un non-musulman.

Une attitude qui a semblé surprendre la chercheuse : « Je ne croyais pas que ça pouvait aller aussi loin. »

(1) Campeau, K., « Islam-Occident : les musulmans et la société québécoise », mémoire de maîtrise en science politique, UQAM, février 1996.

Des collégiens se frottent à la pauvreté au Pérou

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Ils sont 23 jeunes à avoir découvert une facette du Pérou que les guides officiels cachent soigneusement aux touristes. Cuisines populaires, orphelinats, hospices ou écoles publiques... les collégiens du campus de Lennoxville du cégep Champlain n'avaient qu'une mission à remplir durant leur épopée de six semaines : traquer la pauvreté. Aussi bien dire « entrer dans la peau d'un Péruvien ».

Ils ont cependant chacun leur manière de résumer leur choc culturel. Yan England Girard, par exemple, s'attaque aux pires clichés. « On a l'idée qu'au Sud, il ne se passe pas grand-chose, que les gens sont paresseux ou qu'ils sont perdus dans un bric-à-brac, analyse cet élève en sciences pures. Mais quand tu vois une vieille dame pousser un chariot 14 heures par jour, quand tu vois comment les cuisines populaires sont bien organisées, ça fait réfléchir. »

Yan et ses deux compagnons de voyage, Nina DiStefano et François Proulx, se souviennent aussi avec tendresse des cris de joie que leur réservaient les employés de ces cuisines, du respect admiratif que leur vouaient leurs élèves de mathématiques et d'anglais, de la générosité de leur famille d'accueil. « Les premiers jours, j'ai été très gênée de m'apercevoir que je mangeais dans de belles assiettes et qu'on me servait de plus grandes portions qu'aux autres », raconte Nina, qui étudie en « liberal arts ».

Hors des sentiers battus

Comme ses camarades, Nina a logé à Comas, un bidonville que ne fréquentent surtout pas les « gringos » des beaux quartiers de Lima. Car le fossé est énorme entre les riches et les pauvres. « Dans l'autobus, une vieille femme s'est levée pour me donner sa place parce que j'étais blanc », s'étonne encore François. Quant à Nina, lors de ses innombrables visites à l'hôpital, son statut d'étrangère lui valait systématiquement un traitement de faveur. Pas étonnant, donc, que tous les héros du petit écran péruvien aient la peau claire, que les teints cuivrés y soient l'apanage des « méchants » et que, dans la rue, le « vrai monde » se poudre pour simuler une chic pâleur.

Les jeunes coopérants, subventionnés par l'ACDI et le Carrefour de solidarité internationale, sont aussi sortis des sentiers battus pour se rendre à Tingo Maria, en pleine jungle. Après un périple de 12 heures à travers la cordillère des Andes, ils y ont frotté, sablé, et peinturé les moindres recoins d'un centre sportif... sans oublier de machouiller quelques feuilles de coca par-ci par-là, histoire de mieux supporter l'altitude.

Malgré les coquerelles, les lézards, les militaires en trop grand nombre et l'eau en trop petite quantité, Yan, Nina et François ne sont que nostalgique depuis leur retour. Ils évoquent en vrac la douceur de mangues fraîches et du jus de papaye, le délice des oranges encore vertes, l'odeur du poisson tironné... de quoi leur faire digérer les kilos de riz avalés au passage !

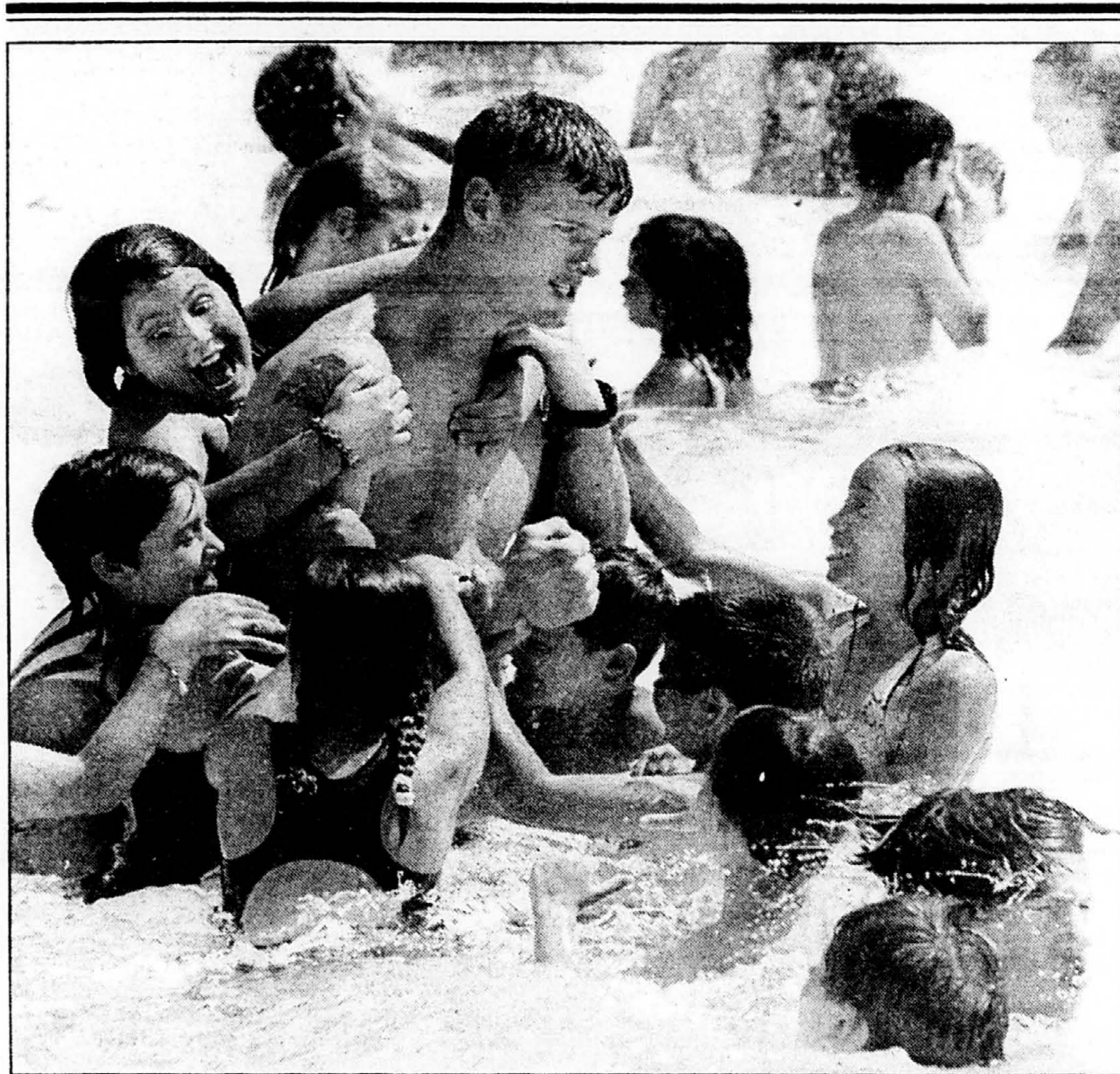


PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

À l'eau les enfants !

Jean-Pierre Reimer, moniteur d'un camp de jour au parc Baldwin, n'avait pas assez de ses deux bras pour contenir les assauts enthousiastes des enfants dans la piscine. Rien de mieux que la baignade pour s'amuser tout en échappant à la chaleur excessive. Selon Environnement Canada, c'était la première fois cette année que le mercure grimpait au-delà de 30 degrés Celsius au centre-ville de Montréal.

La filière asiatique mène la GRC à Québec

Presse Canadienne
QUÉBEC

La plus importante saisie de PCP de l'histoire de la province, un kilo de poudre verdâtre valant un demi-million de dollars, vient confirmer le statut de la Veille Capitale comme plaque tournante de la fabrication de cette drogue au Québec selon la GRC. Le démantèlement, dans la même opération, d'un réseau de trafic d'armes prouve aussi l'existence d'une organisation spécialisée dans ce commerce dans la région.

Trois jours après avoir arrêté huit présumés trafiquants d'armes et de drogue, la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) a dévoilé hier de nouvelles informations concernant le réseau, qui a des ramifications à Toronto, Montréal et Québec.

L'infiltration de deux agents doubles de l'escouade antiterroriste de la police de Montréal dans un réseau de trafiquants d'armes cambodgiens a permis de poursuivre l'enquête en sol québécois. La transaction entre les membres du réseau et les agents doubles devait en effet avoir lieu dans la nuit de jeudi à vendredi, dans le stationnement de Place de la Cité, à Sainte-Foy. « C'est là que se trouvent les fournisseurs d'armes et de PCP avec qui la filière asiatique nous a mis en contact », a expliqué le sergent Charles Proteau, de la GRC.

Les policiers ont profité de l'occasion pour mettre la main au collet de six des membres du réseau, soit Rothmany Pen, Sopath Tum, Kim Seng-Hong, Choem Touch, Max Tweddell et Rémi St-Maur.

La tête dirigeante du groupe, Sovanh Pen, 25 ans, a été arrêtée à Montréal.

Têtes d'affiche

■ Les professionnels souhaitant améliorer leur connaissance du français pourront bénéficier dès cet automne d'un programme de 2e cycle qui leur est spécialement destiné. Le centre d'éducation permanente de l'université McGill vient en effet d'instaurer le « diplôme en français des professions » conçu à la suite d'un sondage auprès de professionnels qui désirent acquérir des habiletés pour communiquer plus facilement dans un milieu professionnel francophone. Le programme doit s'échelonner sur quatre ans. Des séances d'information auront lieu les jeudi 15 août et mercredi 21 août, à 17 h 30 et 20 h, à la salle 232 du pavillon Stephen Leacock du campus du centre-ville. Renseignements : 398-6160.

■ La Fondation canadienne du rein a profité de la tenue de son assemblée générale pour rendre hommage à ses bénévoles. Les québécois ont alors vu cinq des leurs au nombre des 16 lauréats de prix, dont Michel Perron (Somiper et Unifort) qui a reçu le Prix mission-don d'organes. Il s'agissait d'un nouveau prix décerné pour souligner le dévouement exceptionnel d'une personne ou d'un groupe dans le domaine du don d'organes. Un an après avoir bénéficié de la greffe du rein de l'un de ses fils, l'homme d'affaires québécois a créé le Fonds de recherche Michel Perron et recueilli plus de 275 000 \$, fruit d'une expédition aventureuse pour



Michel Perron

atteindre le Pôle Nord en skis.

■ Après s'être consacré pendant sept ans à réaliser d'importantes campagnes de souscription (plus de 30 millions) au profit de l'Université du Québec à Montréal, Guy Berthiaume vient de quitter son poste de directeur général de la Fondation de l'UQAM. Il demeure au service de l'université mais à titre de professeur attaché au département d'histoire, où il enseignera l'Antiquité grecque et romaine. C'est Gil Désautels, premier directeur du Bureau des diplômés de l'UQAM qui lui succède. Il a fait carrière à l'Institut des banquiers canadiens et dirigeait jusqu'à ce jour le secrétariat des instances de l'UQAM.



Guy Berthiaume

■ Hydro-Québec encourage les efforts scolaires des jeunes autochtones québécois en octroyant des Prix d'excellence (1000 \$) aux élèves autochtones de niveau collégial les plus méritants. Les critères de réussite sont, pour ces collégiens résidant au Québec, une moyenne cumulative de 80 % et une bonne connaissance du français parlé et écrit. Les lauréats de cette année sont : Christopher Cote, un Algonquin de Kitigan Zibi (près de Maniwaki) ; Josiane Gros Louis, une Huronne de Wendake (près de Québec) ; Isabelle Napess, une Montagnaise de Minage et Patrick Robertson, un autre Montagnais de

Mashteuatsh (au Lac Saint-Jean).

■ Au jardin de la famille, du secteur Fabreville à Laval (3867, boulevard Sainte-Rose), rappelle qu'on vend à bas prix des vêtements usagés pour vêtir toute la famille. En achetant à son magasin, vous favoriserez le maintien d'emplois de bénéficiaires de la sécurité du revenu et de personnes ayant des difficultés d'apprentissage. Au jardin de la famille de Fabreville tient également un bingo tous les mardis soirs à 19h, au 900, boulevard Curé-Labelle (récréathèque). Renseignements : 622-9456.



Jean Brisebois

■ L'Ambulance Saint-Jean (Ordre très vénérable de l'hôpital de Saint-Jean de Jérusalem), qui compte plus de 5000 secouristes bénévoles au Québec, est dirigé par un nouveau conseil d'administration, présidé par Jean Brisebois. Il est assisté de : Émile Colas (président sortant), Pierre-Louis Lévesque, vice-président ; Jean-Pierre Allaire, Gordon Atkinson, François Bertrand, Claude Carrière, Jean-Louis Cousineau, Jacques Lessard, Yvette Loiselle, Ladan Nassary, et André Gingras, à titre de représentant de la fondation de l'Ordre de Saint-Jean. L'ordre a été fondé en 1023 et prit racine au Canada en 1635, alors que le lieutenant-général de l'Acadie a inscrit une section de l'ordre à Port-Royal. L'ordre parraine l'Am-

bulance Saint-Jean, qu'il a fondé.



Guy Boileau

■ Le docteur Guy Boileau (recherche et développement, Pfizer) vient d'accéder à la présidence de la Société de recherche sur le cancer, un organisme cinquantenaire qui a versé plus de 20 millions de dollars pour la recherche au Canada, au cours des cinq dernières années. Le docteur Boileau, oncologue, se dévoue à la cause de la société depuis 20 ans. Cette dernière, grâce au bénévolat, peut consacrer 80 % des dons reçus à la recherche. Renseignements : Société de recherche sur le cancer, 1, Place Ville-Marie, bureau 2332, Montréal (Québec) H3B 5C3. Tél. 861-9227.

■ La compagnie de peinture Sico, établie à Longueuil, vient d'appuyer la cause de la fondation Aérovision Québec, en devenant l'un des commanditaires de prestige de l'organisme promoteur de la création d'un Musée de l'aviation du Québec, qui serait situé à Saint-Hubert, lieu du premier aéroport commercial au Canada. Sico fournira gracieusement la peinture pour la restauration des aéronefs.

Adressez vos communiqués à :
Têtes d'affiche
La Presse, 7, rue St-Jacques
Montréal H2Y 1K9

Denis LAVOIE

Montréal métro

Dispute pour la propriété de l'édifice Marine

YVES BOISVERT

Il y a en plein coeur du centre-ville de Montréal un édifice évalué à plus de 12 millions \$ dont la propriété est incertaine, et les locataires aimeraient bien savoir à qui adresser leurs chèques.

Parmi les locataires du 1411 Peel (l'édifice Marine), on retrouve notamment la station de radio CKAC et Télémedia communications.

D'un côté, un homme d'affaires montréalais, Sheldon Mintzberg, qui se dit victime d'un « fonds vautour » américain qui aurait bénéficié de largesses d'une société de la Couronne fédérale (la Société d'assurance-dépôts du Canada) pour venir étrangler des propriétaires canadiens. De l'autre, ce fonds (Brazos Fund, L.P.) réclame l'immeuble parce que M. Mintzberg n'aurait tout simplement pas fait face à une échéance.

Depuis 1971 et au moins jusqu'au 1^{er} mai 1996, le propriétaire de l'immeuble était M. Mintzberg. L'homme avait fait d'importantes rénovations à la fin des années 1980, et emprunté en conséquence 22 millions de dollars à la North

American Trust. Au 1^{er} mai de cette année, l'hypothèque atteignait 19 millions. M. Mintzberg devait rembourser ce prêt, trouver un autre prêteur ou exercer une option de renouvellement de son emprunt pour deux autres années.

Mais voilà, l'automne dernier, la Société d'assurance-dépôts du Canada, qui protège les dépôts dans les banques au pays, a vendu 429 créances hypothécaires commerciales qu'elle détenait un peu partout au Canada. Ces créances étaient souvent en souffrance et peu prometteuses. Le fonds Brazos, spécialisé dans ce genre d'acquisitions risquées, a acheté les créances de 1,27 milliard pour une somme non précisée. Parmi ces créances se trouvait celle de M. Mintzberg envers la North American Trust Co, vendue dans l'opération.

Le fonds Brazos, mené par l'homme d'affaires texan Robert M. Bass, n'est pas intéressé au prêt hypothécaire et cherche à vendre les actifs sur lesquels il peut mettre la main. Dans le cas de l'édifice Marine, le groupe aurait payé la créance 16,6 millions. Dans d'autres cas, le prix d'achat était inférieur à 60 % de la valeur hypothécaire.

Brazos a été mêlé à une controverse aux États-Unis dans la foulée de la faillite des caisses d'épargne

Savings and Loans. On a reproché au gouvernement d'avoir vendu à rabais à Brazos les actifs de ces institutions pour fermer le dossier. Brazos avait acheté à près du quart de la valeur les biens de ces institutions, selon des critiques.

Dans le cas de l'édifice Marine, Chisos Investment Co. (filiale de Brazos) se déclare propriétaire de l'immeuble car M. Mintzberg n'aurait pas satisfait à l'échéance ferme de renouvellement. M. Mintzberg a envoyé son avis selon lequel il se prévalait de l'option de renouvellement à la date prévue, mais selon Chisos, il n'a pas accompagné son avis des 260 000 \$ requis. Voilà qui n'est que prétexte, dit-on du côté de Mintzberg, qui réclame le renouvellement du prêt.

Selon M. Dermot Travis, porte-parole de M. Mintzberg, ce dernier était un payeur exemplaire. Il se demande comment la SADC a pu livrer son client et bien d'autres à de tels « vautours » sans donner la chance aux Canadiens de racheter eux-mêmes leur hypothèque. On réplique du côté de Chisos que M. Mintzberg n'a pas respecté la lettre du contrat.

Un juge de la Cour supérieure est censé entendre aujourd'hui les arguments de chacun ce matin au palais de justice de Montréal.

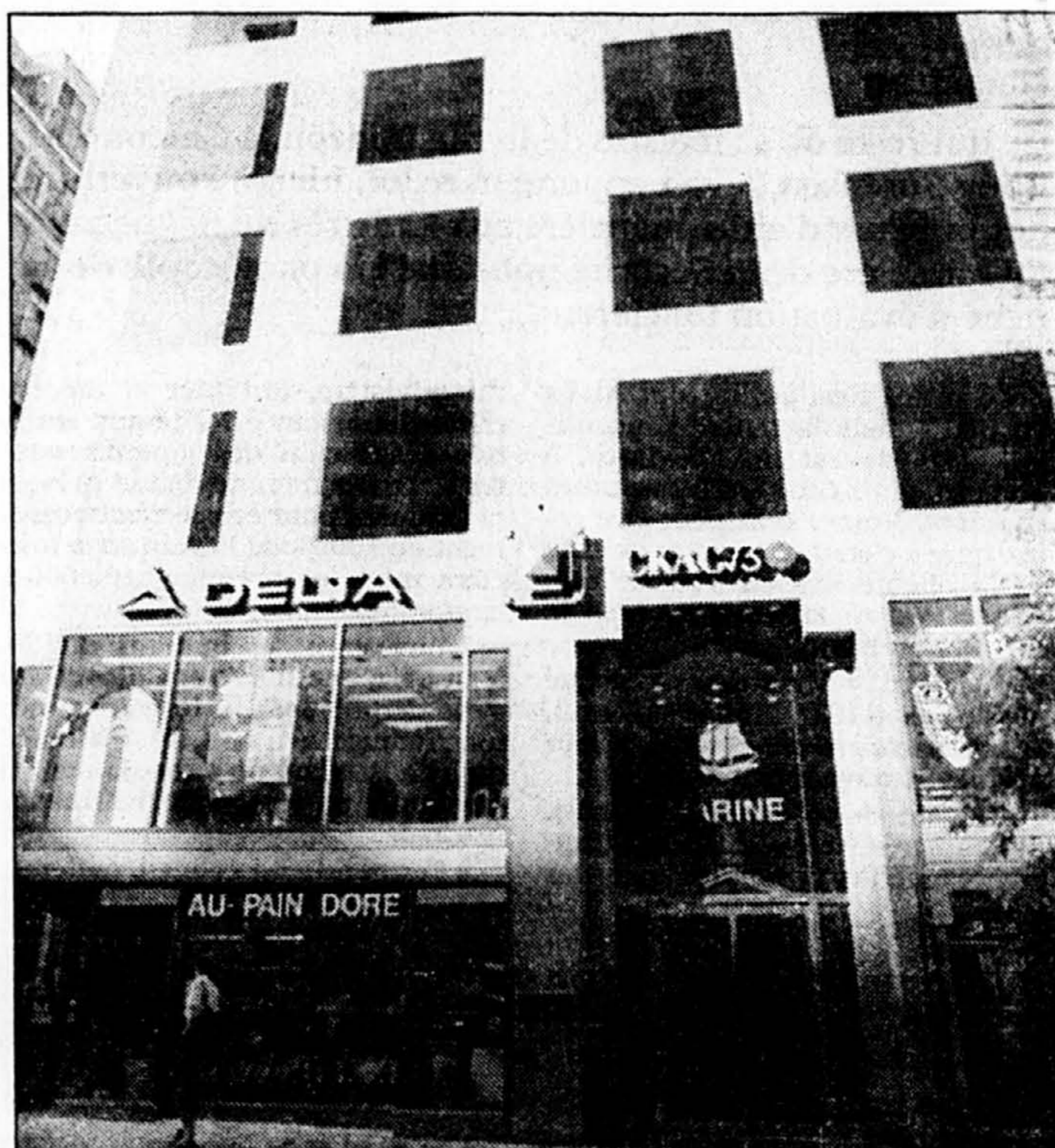


PHOTO PIERRE LALUMÈRE, La Presse

À qui appartient l'édifice Marine, rue Peel à Montréal, qui fait l'objet d'un litige en Cour supérieure ?

Licenciements à l'Aide juridique de Montréal

Une vingtaine d'avocats contractuels passent dans la moulinette des compressions

MARC THIBODEAU

Compressions obligent, la corporation régionale de l'Aide juridique de Montréal a mis à pied en juin une vingtaine d'avocats contractuels.

Dans la même foulée, l'organisation a également décidé de ne pas engager de stagiaires pour la période estivale alors qu'elle en emploie normalement une quinzaine.

« Nous n'avions pas d'autre choix que de sabrer au niveau du personnel, a indiqué hier le directeur-général de la corporation, Me Robert Forest. Toutes nos dépen-

ses étaient déjà réduites à l'extrême limite en raison des compressions imposées au cours des dernières années. »

Me Forest a indiqué que la corporation doit faire face à une ponction de près de un million de dollars pour l'année 1996-1997 sur un budget total de 40 millions. Il a ajouté que les avocats en pratique privée, à qui revient la moitié de cette enveloppe budgétaire, étaient épargnés par les mesures de rationalisation retenues.

L'avocat a précisé par ailleurs que la réduction du personnel de l'aide juridique de Montréal n'avaient pas eu à ce jour d'effet

palpable sur le service à la clientèle. « Durant l'été, tout tourne au ralenti », a-t-il indiqué en guise d'explication.

Reste cependant à voir comment les choses se passeront à l'automne alors que le service tournera de nouveau à plein régime, souligne de son côté le porte-parole des avocats de l'Aide juridique, Robert Fuoco.

Ce dernier a déploré hier la décision prise par la direction de la corporation, qui vient ainsi priver les jeunes avocats d'un « précieux » débouché. « Ce sont toujours les employés dont le statut est le plus précaire qui paient en premier », dit-il.

Certains des avocats représentés par Me Fuoco ont proposé de réduire leur temps de travail afin de sauver le contrat de collègues mis à pied ou encore permettre l'embauche de stagiaires, mais ces propositions ne se sont pas « concrétisées ».

L'avenir ne semble guère plus rose puisque rien ne laisse présager, au dire de Me Forest, que la corporation sera en mesure d'engager des stagiaires à l'automne. « Il est prématuré de se prononcer maintenant, note l'avocat. Nous devons réévaluer notre situation budgétaire à la fin de l'été avant de décider. »

La Maison du Parc entend redorer son blason

ÉRIC MESSIER

Toute pimpante derrière sa façade fleurie de la rue Rachel à Montréal, la Maison du Parc, qui héberge des sidéens, panse secrètement ses blessures et tente de restaurer sa crédibilité.

La tâche paraît lourde, d'où l'importance de son plan biennal de restructuration adopté le printemps dernier. Il reste donc encore 20 mois au compte à rebours de l'opération visant à racheter un passé houleux.

Les problèmes ont vraiment commencé au mois d'août 1995. Six pensionnaires (dont cinq sont décédés depuis) ont dénoncé à la Régie du logement — qui leur a donné raison — les conditions insalubres causées par les travaux de rénovation.

Plus encore, ces pensionnaires ont cherché assistance auprès du mensuel gay RG, dont l'enquête aurait révélé plusieurs « troublan-

tes irrégularités » dans l'administration et les soins.

En réaction à cette enquête, la Maison du Parc, son directeur et sa présidente ont intenté en juin 1996 des poursuites totalisant 765 000 \$ contre les éditions HMX, l'éditeur et le journaliste de RG.

Après la Régie du logement, la Régie de la santé a réagi aux plaintes, et son rapport de novembre 1995 déplorait à son tour « des déficiences dans la gestion et les soins ».

Mme Ginette Saint-Hilaire-Tremblay, dont le frère est décédé à la Maison, a signalé à la Régie « l'insuffisance des soins d'hygiène », son frère ayant déjà passé une nuit dans ses draps souillés de vomissements en plus de développer des plaies de lit.

Les plaignants ont mentionné la nourriture « de type fast food », néfaste aux sidéens, l'insalubrité des lieux et l'irrespect des intervenants

envers les malades, certains les traitant de « cochons ». La Régie s'en est inquiétée et elle a sommé les administrateurs de corriger la situation.

Ceux-ci ont réagi en embauchant une nouvelle directrice, Mirreille Delaney, qui a remplacé Raymond Arseneault. « Les résidents étaient troublés par la controverse, raconte-t-elle. Il était temps que ça change. Un énorme défi m'attendait, mais c'est exactement pour ça que les administrateurs m'ont donné carte blanche. » Maître en nursing et en gérontologie, Mme Delaney a été cadre de la santé pendant 25 ans.

Désormais, le sort de la Maison du Parc dépend de son plan d'action, dont elle fixe l'échéance à mars 1998 et que la Régie a approuvé mais en précisant qu'elle entend passer son application à la loupe. Le plan préconise la permanence du personnel, la formation continue, le décloisonnement des

services et une plus grande participation des pensionnaires, qui payent un loyer de 470 \$.

Les finances resserrées sont surveillées à l'externe. Un ascenseur pour desservir les trois paliers de l'immeuble sera installé. Une diététicienne approuve les menus et la nouvelle politique d'approvisionnement relève d'une personne.

Et Mme Monique Tessier, de la Régie de la santé, se montre indulgente : « La Maison sort d'une période difficile. Nous surveillons sa gestion et elle doit offrir des soins de qualité. »

Le nouveau conseil d'administration a été acclamé à la vitesse de l'éclair le 18 juillet. M. Richard Boyer a été réélu. Responsable de la gestion des médicaments, il a déjà résidé à la maison l'Exode, qui accueille des ex-toxicomanes et alcooliques. La présidente, Sylvie Bourgeois, contestée par certains, conserve son poste.

EN BREF

Motel Lido : les deux accusés en liberté

■ Angelo Chiovitti et Antonio Buttino, tous deux accusés de possession pour fins de trafic des 94 kilos de cocaïne trouvés au Motel Lido le 1^{er} août à Saint-Léonard, ont recouvré leur liberté provisoire hier. Le juge Pierre Brassard, de la Cour du Québec, a imposé à Chiovitti, 45 ans, de Saint-Bruno, une caution de 3000 \$, et à Buttino, 43 ans, de Saint-Léonard, une caution de 500 \$. Les deux reviendront en cour le 13 septembre.

Grève chez Jean Coutu

■ Les activités de la pharmacie Jean Coutu du 832, rue Saint-Laurent, dans le Vieux-Longueuil, sont touchées depuis le 1^{er} août par une grève de la trentaine d'employés qui y travaillent et dont la convention collective est échu depuis le 31 décembre 1995. Le conflit porte principalement sur l'ancienneté et le choix des horaires de travail. Les grévistes sont membres de la section locale 502 des Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce (TUAC), un syndicat affilié à la FTQ. C'est le deuxième conflit de travail qui touche cette pharmacie.

Homme disparu

■ La police de la CUM recherche un homme disparu de son domicile d'Anjou depuis le 18 juillet. Il s'agit de Denis-André Beauchemin, 41 ans, domicilié au 5811, rue Azilda. L'homme mesure 1,82 mètre et pèse 68 kilos, il a les cheveux noirs et les yeux bruns. Toute personne pouvant aider les enquêteurs à le retrouver est priée de communiquer avec les policiers du district 54 en composant le 280-2554 ou le 280-2254.

VOUS POUVEZ COMPTER SUR NOUS

Les oeuvres de charité locales et les organismes communautaires à but non lucratif travaillent dur pour amasser des fonds. Ils doivent tirer le maximum de cet argent. Et ils doivent pouvoir compter sur une banque pour les aider.

La Banque de Montréal a mis sur pied le programme pour organismes à but non lucratif. Ce programme permet à des organismes comme les scouts, les guides, les sections locales d'organismes nationaux, les équipes de hockey amateur et les associations paroissiales de ne payer aucuns frais sur leurs transactions bancaires les plus usuelles.

De plus, nous aidons votre organisme à faire fructifier son argent. Notre compte pour organismes à but non lucratif vous permet d'accumuler de l'intérêt chaque jour sur chaque dollar. Aucune autre grande banque canadienne ne vous offre un tel programme.

En matière de charité, chacun doit faire sa part. Votre banque aussi.



Banque de Montréal



Les bureaux d'aide de la Sécurité publique sont ouverts depuis hier au Saguenay

MARTIN PELCHAT
CHICOUTIMI

Ce qui reste de sa maison de la rue Gédéon, à Chicoutimi, Eddy Sorensen l'avait apporté avec lui, hier, à l'ouverture des bureaux d'aide financière aux sinistrés du Saguenay du ministère de la Sécurité publique : la photocopie de sa fiche d'évaluation foncière.

Le reste, c'est-à-dire tout, il l'a vu partir dans la rivière Chicoutimi, assis devant un téléviseur, à Toronto, où il CROYAIT passer ses vacances. Vous l'avez peut-être remarquée : c'était la maison voisine de la célèbre maison blanche qui, elle, a résisté au torrent, dans le quartier du Bassin.

« Mais il y en a des pires que moi, disait-il hier. Moi, je suis seul. D'autres avaient des enfants. Il leur a fallu se trouver une place... »

Ce sont donc, pour la plupart, des sinistrés stoïques qui ont commencé à défiler devant les analystes

du ministère, qui hier et aujourd'hui donnaient priorité aux sinistrés ayant subi des « pertes totales ». Le programme d'aide prévoit notamment pour eux le remboursement de 100 % de l'évaluation foncière pour les premiers 100 000 \$ de dommages.

L'ouverture des bureaux d'aide, à La Baie, Jonquière et Chicoutimi, s'est déroulée dans le calme. Les fonctionnaires n'ont été débordés qu'à La Baie, où on a dû ajouter du personnel en raison de l'affluence matinale.

« Les gens sont calmes, patients,

polis; ils comprennent que nous administrons un décret », explique Normand Henri, directeur de l'assistance financière du ministère.

Les questions qui revenaient le plus souvent : « Quand pourrai-je acheter des meubles ou reconstruire ? » La plus grande déception : l'aide sera calculée en fonction de l'évaluation municipale, qui pour plusieurs ne correspond pas à la valeur réelle.

Marc Bouchard et sa compagne Sylvie Potvin, de Laterrière, ont été reçus au bureau de Chicoutimi. Ils ont réussi à sauver de leur maison inondée les... blocs Léo de leurs enfants. Un sondage informel dans leur voisinage leur a appris que 25 des 31 résidents avaient tout perdu.

« On n'a plus de terrain : c'est une plage municipale », lance Mme Potvin, une agente d'aide sociale qui, au lendemain des inondations, s'est retrouvée à chercher des vêtements avec ses prestataires.

Le couple, qui n'avait aucune as-

surance, traverse toutefois l'épreuve en distribuant les remerciements et les félicitations, tant pour les bénévoles que pour le programme d'aide financière du gouvernement. « Si les gens peuvent conserver le goût de l'entraide, ça ne sera pas arrivé pour rien ! » dit Mme Potvin.

Langis Simard, lui, parlait de pertes de 56 000 \$. Sa maison de Portage-des-Roches a été noyée sous 12 pieds d'eau. L'an passé, il avait vécu un incendie. « L'eau cette année. Reste le vent ! »

Heureusement, M. Simard peut se consoler avec son hôtel, à l'entrée du parc des Laurentides, qui en ce moment est bondé de camionneurs venus de partout au Québec pour travailler aux nombreux chantiers du Saguenay. « Il y en a un qui a fait 6000 \$ en une semaine. »

Alain Blackburn, un autre rescapé de Laterrière, commençait cette semaine sa vie de retraité de l'hôpi-

tal de Chicoutimi. Sa maison, il comptait la vendre pour justement s'offrir une retraite confortable. Elle n'est pas rasée; mais « qui va m'acheter ça en bordure de la rivière Chicoutimi, Gérito! » se demande-t-il. Puis il ajoute : « J'ai fait un rêve naïveux : j'ai rêvé qu'un dirigeable sortait ma maison de l'eau, comme le Irving Whale ! »

Au ministère de la Sécurité publique, on prévoyait en fin de journée que les employés auraient traité 200 des quelque 1000 dossiers de demandes d'indemnisation qu'on s'attend à ouvrir en raison des inondations de juillet. Une vingtaine d'analystes traitent ces dossiers et les premiers chèques devraient être émis dès jeudi.

Un problème cependant : on ignorait encore hier comment acheminer ces chèques aux sinistrés qui n'ont... plus d'adresse. La solution probable : un lieu de distribution que le ministère fera connaître aussitôt que possible.

Plusieurs voix réclament une enquête publique sur la gestion des barrages

MARTIN PELCHAT
CHICOUTIMI

De nouvelles voix, celles d'un comité naissant de sinistrés du Saguenay et du comité des citoyens de Laterrière, s'élèvent pour réclamer du ministre de l'Environnement, David Cliche, que soit menée publiquement l'enquête du comité d'experts sur la gestion des barrages et retenues d'eau du lac Ha!Ha! et du lac Kénogami avant les inondations de juillet.

« Nous croyons que la population et les sinistrés ont le droit de savoir », affirme Paul-Étienne Gilbert, de La Baie, le porte-parole du comité de sinistrés, qui compte pour l'instant une quarantaine de membres. Ces derniers réclament que les sinistrés soient représentés au comité d'experts, dont le ministre pourrait annoncer la composition demain.

Les sinistrés n'acceptent pas que la société papetière Stone-Consol, propriétaire de la digue qui s'est rompue sur le lac Ha!Ha!, se réfugie derrière un « corridor de communications » avec le ministère de l'Environnement pour ne pas rendre directement des comptes à la population. La rupture de la digue a gonflé la rivière Ha!Ha! et la rivière à Mars, qui ont dévasté la ville de La Baie.

« Nous voulons nous assurer que toutes les questions seront posées », ajoute M. Gilbert, dont le comité a l'appui des conseils régionaux de l'environnement.

Le comité des citoyens de Laterrière, qui s'intéresse, lui, à la gestion du barrage du lac Kénogami à Portage-des-Roches depuis 1977, réclame pour sa part du ministre



Une gestion des barrages différente aurait-elle permis d'éviter la catastrophe ?

qu'il fasse volte-face et décrète une enquête publique. « Nous pensons qu'il y a eu erreur humaine et des difficultés électriques et mécaniques qui ont augmenté l'ampleur de l'inondation », affirme le président du comité, Gilles Potvin, lui aussi un sinistré de la crue de la rivière Chicoutimi. Cette rivière et la rivière aux Sables, elle aussi gonflée par le débordement du lac Kénogami, ont respectivement inondé des secteurs des villes de Chicoutimi et Jonquière.

M. Potvin avait d'ailleurs demandé en juin à la municipalité de Laterrière d'interpeller le ministère de l'Environnement pour des anomalies remarquées lors de la fête de Dollard. Selon M. Potvin, le ministère avait mis plusieurs jours à réagir à d'importantes pluies.

Les deux barrages du lac n'avaient laissé sortir que 68 mètres cubes d'eau à la seconde même si, du samedi au mardi, le débit d'entrée d'eau dans le lac était passé de 155 mètres cubes à la seconde

à 405 mètres cubes. Finalement, observe M. Potvin, les vannes avaient été ouvertes en catastrophe au retour du congé, le mardi.

Le 25 juin, dans une lettre au ministère que la municipalité n'allait pas avoir le temps de transmettre avant les inondations du 20 juillet, M. Potvin écrivait ces phrases presque prophétiques : « Nous notons que présentement, vous tenez le lac très haut, en haut de la limite des 114,5 mètres. De ce fait, vous diminuez sérieusement votre marge de

manoeuvre. Le risque d'inondation sur les rivières est accru. Nous espérons ne pas être encore des victimes sous peu. »

Le comité en a aussi contre la gestion du barrage telle que pratiquée par le ministère de l'Environnement depuis Québec, grâce entre autres à des censeurs qui communiquent le débit des apports au lac et sa hauteur. « Est-ce que les censeurs ont bien fonctionné; les données étaient-elles justes ? » demande M. Potvin.

Des dons de plusieurs millions déjà

Au cours des treize jours suivant le sinistre qui a affecté la région du Saguenay, l'opération Le Don de la solidarité a permis d'amasser au-delà de 10,9 millions. La Croix-Rouge, qui coordonne l'aide aux sinistrés a pu aider, en date d'hier, pas moins de 12 689 personnes et leur distribuer des bons d'achat pour des biens et services de première nécessité pour une valeur de 2,2 millions.

Chaque jour, une centaine de bénévoles prêtent toujours main forte à l'opération de distribution de la Croix-Rouge qui évalue à 5144 heures le temps consacré bénévolement depuis le 21 juillet.

Le Comité central du fonds Le Don de la solidarité de la Division du Québec de la Croix-Rouge canadienne, présidé par l'évêque de Chicoutimi, Mgr Jean-Guy Couture, se réunira à nouveau aujourd'hui pour examiner et entériner les mesures d'aide de deuxième phase qui seront offertes aux sinistrés. Cette deuxième phase commencera dès la fin de cette semaine. Entre-temps, Loto-Québec remettra un chèque de plus d'un million aux responsables de la Croix-Rouge pour venir en aide aux victimes des récentes inondations au Québec. Le vice-premier ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances, Bernard Landry, avait annoncé en conférence de presse le 31 juillet que Loto-Québec verserait à la Croix-Rouge les profits générés



La Banque Royale a offert 100 000 \$ aux familles sinistrées du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Sur la photo, on aperçoit Richard Côté (à droite), directeur local de la Banque Royale, Mgr Jean-Guy Couture, évêque du diocèse de Chicoutimi et Donald Harvey, directeur territorial de la Croix-Rouge.

dans les trois casinos d'État au cours de la journée de vendredi dernier.

Hier, quatre membres de l'équipe des services d'urgence de Jeunesse au Soleil ont quitté Montréal en direction du Saguenay pour y li-

vrer un chargement de vêtements neufs, literie et nourriture, offert gracieusement par une cinquantaine de marchands et particuliers montréalais.

Ce chargement dont la valeur est estimée à quelque 700 000 \$, aide-

ra les moins fortunés de la région.

De son côté, le CAA-Québec recueille depuis quelques jours des dons dans son réseau de 21 succursales, ses trois centres de vérification technique et ses sept bureaux d'immatriculation à travers le Qué-

bec. Toutes les sommes seront versées à la Croix-Rouge pour venir en aide aux sinistrés des régions touchées par les pluies torrentielles.

Pour leur part, les caisses populaires et les caisses d'économie Desjardins viennent de lancer un important programme d'aide financière à l'intention de leurs membres touchés par la catastrophe du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Les gens sinistrés pourront bénéficier d'un certain nombre d'avantages, des prêts sans intérêt et un rachat avant échéance et sans pénalités des contrats d'épargne à terme.

Un service d'assistance juridique a aussi été mis sur pied pour les membres sinistrés. On peut rejoindre ce service en composant le 1-800-361-3100.

Pascal Fleury, actionnaire chez Duplicatech, lance un défi à tous les commerçants du boulevard Saint-Laurent de remettre à la Croix-Rouge 15 % de leurs ventes des deux prochaines semaines.

Le groupe Gestion Hôtelière Rosdev veut aussi appuyer les efforts de reconstruction en recueillant des dons et en s'engageant à donner le montant équivalent offert par sa clientèle.

De plus, la somme d'un dollar pour chaque chambre louée à l'hôtel Holiday Inn Québec-St-Foy sera remise au fonds Solidarité Saguenay.

La Couronne s'oppose à la remise en liberté des présumés pillards

MARTIN PELCHAT
CHICOUTIMI

Au palais de justice de Chicoutimi, la Couronne a annoncé ses couleurs : les présumés pillards des résidences des sinistrés du Saguenay auront fort à faire pour retrouver leur liberté pendant la poursuite des procédures intentées contre eux.

« On a décidé d'adopter une position sévère », explique Me Claudine Roy, procureur de la Couronne au palais de justice de Chicoutimi. « Notre travail est aussi de protéger la société. Si on remet ces gens en liberté, rien ne garantit qu'ils ne retourneront pas voler. »

En clair, lors des enquêtes en cautionnement, la Couronne s'opposera systématiquement à la remise en liberté des présumés pillards, d'autant plus que plusieurs demeures de La Baie, Chicoutimi, Jonquières et des villages environnants sont toujours condamnées. La défense devra travailler fort.

Un pillard pillé

Hier matin, le juge Rosaire Larouche, de la Cour du Québec, a

donné suite à pareille recommandation de la Couronne à l'enquête en cautionnement d'un jeune de 21 ans, de La Baie, accusé d'avoir pillé... un pillard. L'objet disputé : un VTT à quatre roues que le jeune homme savait avoir été volé à un sinistré, selon la police.

Le magistrat n'a pas tenu compte de ces seules circonstances pour renvoyer en prison le jeune homme. D'autres éléments avaient été portés à sa connaissance. Mais il n'a pu s'empêcher de déplorer le caractère « odieux » des vols perpétrés aux dépens des sinistrés pendant « une situation catastrophique hors du contrôle de toutes les autorités ».

À la police de La Baie, le responsable des enquêtes, Carol LaBerge, rapporte une soixantaine de

plaintes de vols perpétrés aux dépens de sinistrés, en majorité dans le secteur de Grande-Baie, dévasté par la crue de la rivière Ha Ha! Des vols de téléviseurs, magnétoscopes, etc.

L'enquêteur s'attend à recevoir une quinzaine d'autres plaintes encore. Jusqu'à maintenant, « trois ou quatre » individus ont été accusés ou sont sur le point de l'être, dit-il. Les suspects ont entre 18 ans et la vingtaine avancée.

« Pas vraiment des réseaux organisés, précise le policier. Des gens qui en majorité ont des dossiers criminels et qui ont profité de l'occasion pour faire un petit vol facile. »

Débordés par les besoins nombreux, les policiers ne font que commencer à s'attaquer à ces enquêtes, d'autant plus répugnantes à mener que plusieurs policiers sont eux-mêmes des sinistrés. Et avec tout le pain qu'on a sur la planche, note M. LaBerge, « ça occasionne un gros surplus de travail ».

La Sûreté du Québec, qui travaille pour sa part des villages sinistrés comme Ferland-et-Boilleau, que les citoyens ne pourront

réintégrer qu'en fin de semaine, ne rapporte que peu de cas. À Saint-Félix-d'Otis, trois jeunes, dont un mineur de 16 ans, ont été placés après quelques rafles la semaine dernière.

Présence policière accrue

Le commandant du district, Michel Boudreault, attribue le faible nombre de pillages à la présence policière accrue. « On a doublé notre effectif dans ces secteurs. »

À la police de Chicoutimi, le responsable des enquêtes criminelles, Camil Bouchard, parle d'une vingtaine de vols dans cette ville, ainsi qu'à Laterrière, municipalité voisine aussi touchée par les inondations. Un seul accusé pour l'instant, soit un individu dans la trentaine qui fouillait les boîtes aux lettres.

Pas trop mal dans les circonstances, note le sergent Bouchard, car les pillages auraient pu être bien plus nombreux pendant que le centre-ville était frappé par des pannes de courant.



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse
Normand Bernier

Un civil à la tête des opérations policières

ANNE-MARIE LABBÉ

Secul civil en Amérique du Nord à diriger les opérations d'une équipe de policiers, Normand Bernier se distingue par ses connaissances et son expertise dans le domaine du commandement des opérations.

Militaire de métier pendant 28 ans, Normand Bernier a quitté l'armée avec le grade de lieutenant-colonel après avoir commandé le régiment de Valcartier, travaillé comme instructeur au Collège militaire royal de Kingston et dirigé les opérations pour le secteur du Québec de la section de l'armée de terre à Montréal.

Vers la fin de 1994, il accepte de relever un nouveau défi lorsqu'il est nommé au poste de conseiller à la toute nouvelle section de planification opérationnelle du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal, créée à la suite du rapport Malouf sur les émeutes de la coupe Stanley. Depuis mars 1996, il occupe la fonction de commandant au sein de cette même division.

Si la nomination de M. Bernier en tant que civil à chatouillé certains policiers au départ, la controverse a été vite résorbée dès qu'ils ont vu ses compétences», précise le directeur du SPCUM, M. Jacques Duchesneau.

C'est d'ailleurs pour « ses qualités de leader et sa très bonne expérience » que M. Duchesneau a choisi Normand Bernier pour combler le poste de commandant. « J'ai toujours été contre les différences faites entre un cadre civil et un cadre policier. L'important, c'est le travail accompli et M. Bernier est venu prouver qu'on pouvait abolir cette distinction. »

Les responsabilités de M. Bernier sont imposantes puisqu'il doit coordonner les services opérationnels, qui comprennent non pas la supervision des opérations journalières du policier, mais celles découlant de circonstances jugées exceptionnelles. M. Bernier doit s'assurer que les activités planifiées à l'avance nécessitant le recours aux services policiers seront aussi bien gérées que les incidents imprévisibles.

Très détendu au moment de l'entretien, M. Bernier parle de son travail avec assurance et laisse deviner son dévouement. Il confie par ailleurs qu'il lui faut en général une dizaine de jours de vacances pour réussir à décrocher des préoccupations qui font partie de son métier.

Pour faire face aux 1800 interventions planifiées et à la cinquantaine d'événements imprévus qui demandent une intervention policière chaque année, le service de planification de la police de la CUM se charge de prévoir des lieux de rassemblement un peu partout sur le territoire. En cas de besoin, il est possible de mobiliser rapidement un effectif dont le nombre de policiers variera de 28 à 400 agents en fonction du niveau d'importance de la manifestation.

Une première évaluation du nombre de policiers qui devraient être mobilisés se fait par le lieutenant du district concerné. Lorsque le nombre de policiers nécessaires s'approche de la centaine, c'est le centre opérationnel qui prend la relève des décisions. Le rôle de M. Bernier est de déterminer à quel moment il convient d'ouvrir le centre opérationnel et, s'il y a lieu, de coordonner les activités des services d'urgence.

Créatif, Normand Bernier a apporté quelques innovations depuis son arrivée au commandement du service d'ordre. Par exemple, il a emprunté à l'armée l'idée de faire des simulations. Dernièrement, un exercice a été réalisé avec des étudiants du cégep John-Abbott afin de créer un attroupement devenant hostile et de permettre aux policiers de tirer des leçons sur les failles de leur intervention.

Les qualités nécessaires pour travailler dans la police sont les mêmes que celles exigées dans l'armée, selon M. Bernier. « La loyauté, le professionnalisme et la volonté de bien accomplir son devoir sont des conditions essentielles à la pratique du métier. »

PENDANT TOUT LE MOIS D'AOÛT...

MÉGA-VENTE D'INVENTAIRE

GOLF
JETTA
PASSAT

PLUS DE 200 VOITURES EN STOCK !

Automobiles E. Lauzon

1384, boulevard Labelle, Blainville
Tél.: 430-1460
Sortie 25 de l'autoroute des Laurentides, tournez à gauche sur Cure-Labelle.

Il n'y a pas de roses sans épines, surtout pour les personnes atteintes d'arthrite

SEARLE
Avec nous, ça bouge!

PROMOTION

Ensemble en cerisier massif avec incrustation en noyer comprenant:

un lit de grandeur «queen»,
deux tables de chevet
et une commode à 4 tiroirs.
Disponible
immédiatement
5800 \$

Grange

2155, rue Crescent, Montréal
Téléphone: 843-7686
Télécopieur: 843-4616
8478-411

«La collection»
Rochambeau

ROCHE BOBOIS

SOLDÉS

du 3 au 18 août

Roche-Bobois est en solde! Les soldes Roche-Bobois ne se comparent à aucun autre. Ils ne sont pas fréquents et vous permettent de faire des économies exceptionnelles! Profitez des prix sans précédent sur les articles disponibles en magasin, fins de séries, canapés composables en cuir et en tissu, salles à manger, tables basses, chambres à coucher, unités murales... Tout à des prix réduits!

1425, boul. René-Lévesque Ouest (angle rue Bishop) H3G 1T7
(514) 871-9070 Montreal
Ouvert le dimanche 18 août de 12 h à 17 h

HYUNDAI VOUS PROPOSE DES PRIX QUI NE GÂCHERONT PAS VOS VACANCES!

ACCENT L
à partir de **159\$***
PAR MOIS

ELANTRA GL
à partir de **199\$***
PAR MOIS

ACCENT GT
à partir de **189\$***
PAR MOIS

UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE 5 ANS / 100 000 Km
ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES

HYUNDAI
On aime à votre service

LES PARTENAIRES HYUNDAI DU GRAND MONTRÉAL

*Photos à titre indicatif seulement. Possibilité de financement basé sur un bail auto-option de 60 mois. ACCENT L 96 à partir de 159,00 \$ / mois avec une valeur résiduelle de 3 045,00 \$ basée sur un prix de vente de 9 850,00 \$. L'obligation totale du consommateur est de 11 820,50 \$. ACCENT GT 96 à partir de 189,00 \$ / mois avec une valeur résiduelle de 4 672,50 \$ basée sur un prix de vente de 12 345,00 \$. L'obligation totale du consommateur est de 13 968,68 \$. ELANTRA GL 96 à partir de 199,00 \$ / mois avec une valeur résiduelle de 4 410,00 \$ basée sur un prix de vente de 12 670,00 \$. L'obligation totale du consommateur est de 14 614,04 \$. Frais de 4 * du km après 135 000 km. Transport, préparation, immatriculation, assurances et taxes en sus. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. L'offre se termine le 31 août 1996.



Le Grand Tour, c'est tout de même les vacances ! Et Marie-Claude Morin prend le temps de cueillir des fleurs, photographiée par son compganon, Alain Heine.

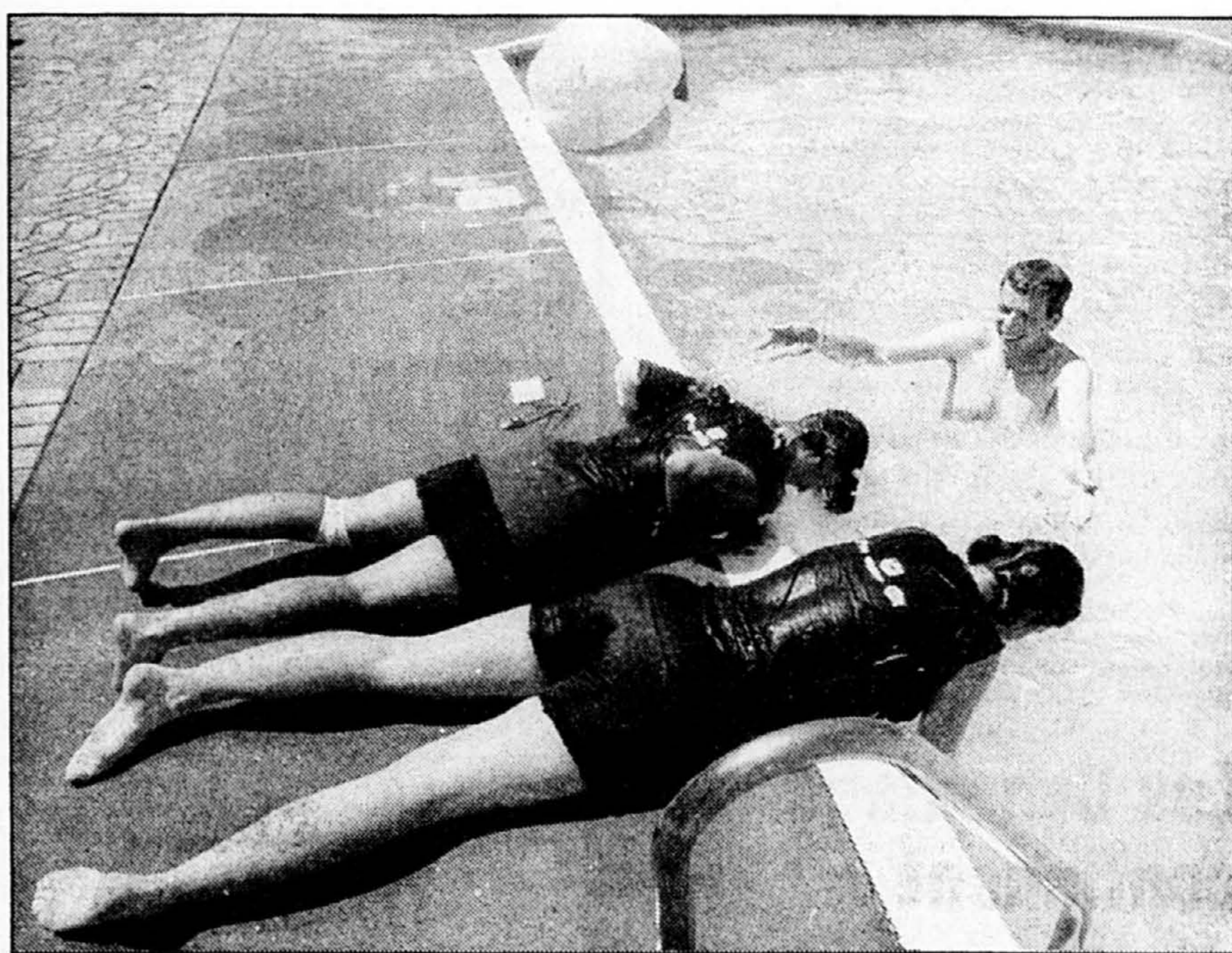


La famille Marshall : aux âmes bien nées, la valeur n'attend pas le nombre des années, comme disait le poète...

PHOTOS PIERRE McCANN,
La Presse



... Et quand la route monte un peu trop, une petite marche ne fait pas de tort. Surtout qu'on s'en va tous à la même place.



Claude Chouinard, encadreur de son métier, arrose Marie-André Gareau et Anne-Marie Sabbogh dans la piscine d'Agathe Boudreau, sur le chemin du Grand Tour.



Un bateau pour traverser les « grandtouristes » de Sainte-Angèle-de-Laval à Trois-Rivières sous un soleil de plomb. « Qui a oublié son désodorisant ? » a demandé un rigolo.

Piscine gratuite

PAUL ROY
TROIS-RIVIÈRES

Un mirage ! Ou était-ce la chaleur ? L'insolation ? La brume (lire la sueur) dans mes lunettes ?

Toujours est-il qu'à l'entrée de Grand-Saint-Esprit, une grosse pancarte plantée sur un parterre annonçait : « Piscine gratuite ».

Assises sur des chaises de parterre, des madames faisaient des grands signes et criaient : « Venez ! Venez vous baigner ! »

L'eau était délicieuse : juste assez fraîche, juste assez de chlore.

J'étais chez Agathe Boudreau. « Vous êtes probablement le 100e ou le 150e à vous baigner depuis ce matin », m'a-t-elle dit.

— Quand tous les cyclistes seront passés, vous risquez de vous retrouver avec plus de sueur que d'eau dans votre piscine, lui ai-je suggéré.

— Pas de problème, j'ai un bon filtre !

Mme Boudreau était assise sur sa galerie avec une voisine, il y a quelques jours, quand l'idée lui est venue d'offrir sa piscine aux « grandtouristes ».

« J'ai dit à ma voisine : « On le marque-tu pour le fun ? »

Joli parcours de 96 kilomètres, hier, qui a mené de Drummondville à Trois-Rivières les 1900 participants de ce troisième Grand Tour.

Un Québec rural, qui nous dévoilait de généreuses sections des rivières Saint-François, Nicolet et Bécancour. À Sainte-Perpétue (population : 1100), une équipe armée de sacs de plastique refaisait une beauté au parc municipal, où avait pris fin la veille le célèbre Festival du cochon.

Plusieurs cyclistes, dégoûtant de sueur, arrêtaient s'abreuver et se rafraîchir au Magasin général L.D. Roy, qui vient tout juste de fêter son 115e anniversaire. D'Onézime Rousseau à Isaac Roy, six générations de la même famille se sont succédé à ce commerce, maintenant propriété des frères Pierre, Robert (le père d'Isaac) et René Roy.

Claude Fortin, de Dolbeau, en est à son troisième Grand Tour. Mais cette fois-ci, il a l'impression de rentrer de la guerre.

Travailleur social, il a passé les

deux dernières semaines à entendre les histoires d'horreur des victimes des récentes inondations au Saguenay. « Ils sont venus nous chercher en hélicoptère de l'armée, moi et huit autres intervenants sociaux. On devait s'occuper des sinistrés qui vivaient des chocs post-traumatiques. »

Claude Fortin, lui, orchestrait des « séances de verbalisation » avec des groupes de 15 à 20 personnes. « Ça me prend du temps à décrocher cette année, au Grand Tour, dit-il, j'arrive d'un autre monde. »

— Connais-tu ma soeur Jeanine ?

— Non, pourquoi ?

— Elle aussi, elle a un Marinoni.

Des Marinoni, il en pleut au Grand Tour ! Il y en a autant que des Chevrolet dans le parking des Galeries d'Anjou.

Le type qui me pose la question roule sur un Hébert.

— Un Hébert ? Jamais vu...

— C'est un Hutsebaut, mais il m'a donné tellement de trouble que j'ai décidé de ne pas leur faire de publicité. Alors j'ai mis mon nom à la place.

Marie-Ève a 12 ans. Assez petite et pas mal jolie, elle fait son deuxième Grand Tour avec sa mère. Son père, à bord du Winnebago familial, les attend aux étapes avec les deux jeunes frères de Marie-Ève. Dans la famille, le vélo, c'est une affaire de femmes.

Arrivée à Trois-Rivières par bateau hier. À chaque traversée, 350 cyclistes ruisselants de sueur s'entassaient tant bien que mal dans le Jacques-Cartier, accosté à Sainte-Angèle-de-Laval.

« Qui a oublié de se mettre du désodorisant ? » a demandé une voix parmi la foule.



PLQ : les jeunes « hurluberlus » dénoncés

Pas question d'imposer le travail obligatoire aux assistés sociaux

CHARLES GRANDMONT

Échaudé par la controverse provoquée par la proposition des jeunes libéraux d'imposer le travail obligatoire aux assistés sociaux, le président de la commission jeunesse du Parti libéral du Québec, Jonathan Sauvé, s'est dissocié des « hurluberlus qui ont fait des déclarations d'extrême droite ».

« Je me désolé de voir comment tout ça a été interprété, a déclaré M. Sauvé. Il y a en a qui ont dit qu'on devrait mettre des brassards oranges aux assistés sociaux et les envoyer nettoyer le bord des routes, et c'est ça que tous les médias ont retenu. »

M. Sauvé soutient que la majorité des jeunes libéraux sont loin de partager ces points de vue extrémistes. « Il n'y a qu'une infime minorité d'assistés sociaux qui ont de

la mauvaise volonté et qui ne veulent pas se sortir du trou », a-t-il pris soin de préciser.

Les groupes communautaires et les municipalités ont pour leur part manifesté des réticences devant les propositions des jeunes libéraux.

« Les groupes communautaires ne sont pas là pour occuper les assistés sociaux », a indiqué Jean-Guy Bissonnette, porte-parole de Centraide. Intégrer de force les assistés sociaux nécessiterait un effort

d'encadrement « impossible à absorber dans le contexte des organismes communautaires », a-t-il expliqué.

Le directeur général de l'Union des municipalités du Québec, Raymond L'Italien, a quant à lui estimé que le travail obligatoire pour les assistés sociaux était « une proposition intéressante sur le plan politique et social », mais il a rappelé que l'UMQ avait déjà rejeté le principe lorsqu'il était venu sur le tapis en 1993. « On en était venu à la conclusion que les frais de gestion d'une telle initiative étaient plus coûteux que les bénéfices que la collectivité pouvait en retirer », a-t-il indiqué.

Les jeunes libéraux se sont par ailleurs attiré les foudres des groupes de défense des assistés sociaux, qui dénoncent une mesure visant à « créer de la main-d'oeuvre bon

marché ». « Le gouvernement n'est déjà pas capable de fournir des mesures d'employabilité à tous les assistés sociaux qui en réclament », a fait valoir Jean-Yves Desgagnés, porte-parole de l'association qui défend les bénéficiaires de la région de Québec, lors d'une entrevue à la Presse Canadienne.

Le comité national des jeunes du Parti québécois « CNJ » a pour sa part déploré « les propos choquants et disgracieux » tenus lors du congrès des jeunes libéraux et a dénoncé l'idée d'imposer le travail obligatoire aux assistés sociaux. « Les jeunes libéraux ont adopté des résolutions méprisantes basées sur des stéréotypes, des clichés et des préjugés à l'endroit des prestataires de l'aide sociale », a déploré le président du CNJ, Frédéric Dubé.

La ministre de l'Emploi et res-

pensible du dossier de l'aide sociale, Louise Harel, a quant à elle rappelé que les jeunes libéraux avaient adopté une proposition semblable en 1993. « Ce bénévolat obligatoire pour les assistés sociaux avait été rejeté par le premier ministre libéral Robert Bourassa. C'est du réchauffé qui avait été jugé impropre à la consommation par M. Bourassa. Cette motion revient encore, un peu comme les boutons », a déclaré Mme Harel.

Pour sa part, la commission des jeunes de l'Action démocratique du Québec a aussi adopté en fin de semaine dernière une proposition en faveur du travail obligatoire, mais son président, Patrick Robitaille, a souligné que les jeunes adéquats ne voulaient pas que cette mesure s'applique aux mères monoparentales, comme l'ont réclamé les jeunes libéraux.

La « Banque de l'ALENA » n'est pas prêteuse...

Presse Canadienne WASHINGTON

Une banque de développement créée sous les auspices des signataires de l'Accord de libre-échange nord-américain n'a pas encore consenti le moindre prêt même si elle dispose de 1,5 milliard \$ US pour améliorer les conditions de vie le long de la frontière américano-mexicaine.

Dans un rapport qui doit être publié plus tard ce mois-ci, des enquêteurs du Congrès américain

soutiennent que les politiques de la Banque nord-américaine de développement permettent à cette institution de refuser des prêts à des localités pauvres situées des deux côtés de la frontière de 3200 kilomètres.

La Banque nord-américaine de développement a été instituée dans le but de répondre aux critiques selon lesquelles l'ALENA était susceptible d'accroître les pressions sur une infrastructure déjà surchargée.

Mais, depuis 18 mois que la nouvelle banque est en mesure de prêter des fonds, aucun projet n'a été approuvé.

En même temps, le manque d'eau potable, de tout-à-l'égout et de services sanitaires continue à

mettre en péril le bien-être d'une partie des 10 millions d'habitants de la région frontalière, a indiqué dans son rapport le Bureau des comptes généraux (BCG).

« Bien que les États-Unis et le Mexique aient fait quelques progrès en améliorant l'infrastructure environnementale de la région frontalière, de sérieux problèmes de pollution persistent et menacent la santé des habitants ainsi que l'environnement », affirme le BCG.

Les responsables de la Banque nord-américaine de développement soutiennent de leur côté qu'il est bien plus important pour eux de procéder à une bonne évaluation de la situation afin de s'assurer que les projets soumis sont viables au lieu d'accorder des prêts à tort et à travers.

Les Canadiens continuent de se serrer la ceinture

Presse Canadienne OTTAWA

Fermez vos calculatrices, un rapide coup d'oeil dans le panier d'épicerie des Canadiens permet de constater qu'ils se serrent la ceinture. Les consommateurs achètent en effet moins de produits de luxe et mangent plus souvent des restants, révèle un récent sondage du Conseil canadien de la distribution alimentaire.

Selon ce document, la facture moyenne d'épicerie l'an dernier était de 100 \$, soit approximativement le même montant que l'année précédente. Le sondage a été mené auprès de 1000 consommateurs en février 1995.

Il ressort que les factures d'épicerie sont restées sensiblement les mêmes alors que les consommateurs se font plus sélectifs, recherchent les meilleurs prix et que l'inflation continue de garder le prix des aliments bas.

« La raison pour laquelle nous ne sommes pas à l'assise des pauvres est que les prix de plusieurs produits ont baissé et que le taux d'inflation est bas », a indiqué Len Kubas, un analyste des ventes au détail à Toronto.

Le taux d'inflation et la hausse du prix des aliments ont été sensiblement les mêmes l'an dernier à 2,4 pour cent et de 0,4 pour cent en 1994.

Le Conseil a également découvert que les gens faisaient plus d'efforts pour économiser lors de leurs emplettes en utilisant plus de coupons et en achetant moins d'aliments tout préparés.

Par ailleurs, une majorité de consommateurs ne se rendent jamais dans un magasin-entrepôt, indique le sondage. Cette dernière donnée ressort également d'un sondage de la firme A.C. Neilsen, mené auprès de 1500 consommateurs pour le compte des Consultants Kubas.

« Lorsque vous entrez dans ces entrepôts, vous allez dépenser votre argent. Nous avons tendance à acheter plus et à payer plus », a dit M. Kubas.

Ce ne sont pas tous les consommateurs qui ont la discipline pour résister aux tentations des magasins qui offrent des produits qui ne leur serviront pas, souligne Monika Simon du Conseil canadien de la distribution alimentaire.

Le service
InfoBref Bell

Le téléphone le plus lu... Le quotidien le plus écouté!

Service rapide GRATUIT* accessible 24 heures sur 24, 7 jours par semaine, à l'aide d'un téléphone Touch-Tone™.

Pour entendre le contenu de ces différentes rubriques, composez le 875-2355. Puis, au son de la voix, composez le code à trois chiffres correspondant à la rubrique choisie. Pour sortir rapidement de l'une de ces rubriques, faites le 33 puis, au son de la voix, appuyez sur le 9. Vous pourrez alors choisir une autre rubrique.

* Dans la zone d'appel locale seulement.

Nouvelles en bref	
La Une:	110
Nouvelles locales:	120
Nouvelles sportives:	130
Nouvelles économiques:	140
Nouvelles nationales et internationales:	150
Arts et spectacles:	160
En primeur:	170
Éditoriaux	210
Question du jour	220
Question sportive du jour	230
Commentaires aux chroniques de La Presse	
Claude Picher	241
Rejean Tremblay	242
Pierre Foglia	243
Info-Affaires™ Bell	
À surveiller cette semaine:	
Nouveaux médias, nouvelles technologies:	311
Causeries et conférences d'affaires:	321
Perfectionnement en gestion:	331
Marketing, communication, vente et service à la clientèle:	341
Production, qualité et environnement:	351
Ressources humaines et formation:	361
Informatique:	371
Résultats de la loterie	
6/49:	411
Lotto Super 7:	412
Select 42:	413
Banco:	414
La Quotidienne:	415
Bulletins météorologiques d'Environnement Canada	
Région de Montréal:	421
Prévisions à long terme (Montréal):	422
Estrie, Québec, Laurentides:	423
Villes canadiennes:	424
Villes américaines:	425
Plaisanciers (Montréal):	426
Produits et services de Bell	
Téléconférence et vidéoconférence:	
530	
Services de La Presse	
Service des abonnements:	610
Annonces classées:	620
Publicité:	630
Rédaction:	640
Information sur les concours:	650
Renseignements généraux:	660
INFO-ARTS Bell	
À surveiller cette semaine:	
Danse:	710
Musique et art lyrique:	720
Théâtre:	730
Variétés et humour:	740
Expositions et musées:	750
Service personnalisé (accès direct):	770

Menaces de grève chez Air Alliance

Presse Canadienne QUÉBEC

Les pilotes d'Air Alliance menacent de déclencher la grève. Les 135 pilotes du transporteur aérien basé à Ste-Foy tiendront une assemblée générale d'urgence cette semaine.

Leur convention collective est échu depuis le 29 mai. Le principal point en litige est la sécurité

d'emploi. Le président du syndicat des pilotes d'Air Alliance, Vincent Charron, s'interroge sur la lenteur de l'employeur à débattre le dossier.

Selon lui, ce n'est plus qu'une question de semaines avant qu'une grève ne soit déclenchée. La dernière grève des pilotes d'Air Alliance, déclenchée en 1993, avait duré 32 jours.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

Société des alcools du Québec **Appel d'offres**

LOCAL COMMERCIAL - SAQ CLASSIQUE
DOSSIER : L 9621-CLA

La SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC vous invite à lui offrir un local commercial clés en main, à :

LE GARDEUR

sur le boulevard Lacombe entre le boulevard J.A. Paré et la rue Saint-Paul.

La superficie du local devrait être d'environ 139 mètres carrés (1 500 pieds carrés) préféablement sur un seul niveau. Les locaux devront être livrés le 1^{er} mars 1997 et le bail débutera le 1^{er} avril 1997. Le document d'appel d'offres original doit être rempli et retourné au plus tard le 13 septembre 1996 à 10 heures.

Vous pourrez vous procurer le document au coût de 20 \$ la copie au siège social de la Société des alcools du Québec situé au 905, avenue de Lorimier à Montréal ou en communiquant, à frais virés s'il y a lieu, au Service des transactions immobilières, au (514) 873-6408.

La Société des alcools du Québec ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des propositions reçues.

Chambre des notaires du Québec **AVIS DE DÉMISSION**

Avis est donné par les présentes que, lors de sa réunion tenue le 20 juin 1996, le Comité administratif de l'Ordre a pris acte de la démission de madame Marielle Pelletier, autrefois notaire à Kuujuaq, avec prise d'effet au 20 juin 1996, et que son greffe est en la possession de Me Daniel Lauzon, notaire à Gatineau, à titre de gardien provisoire.

Ville de SAINT-LÉONARD

SOUSSION PUBLIQUE

OBJET : RÉFÉCTION DE TERRAINS DE SOCCER AUX PARCS GIUSEPPE - GARIBALDI ET COUBERTIN - CONTRAT 201-74

M. Pierre Santamaría, ingénieur, directeur général de la Ville de Saint-Léonard, recevra jusqu'à 14 h, le jeudi 22 août 1996, à son bureau situé en l'Hôtel de Ville de Saint-Léonard, 8400, boulevard Lacordaire, des soumissions cachetées, adressées au directeur général de la Ville et portant l'inscription suivante :

« RÉFÉCTION DE TERRAINS DE SOCCER AUX PARCS GIUSEPPE - GARIBALDI ET COUBERTIN - CONTRAT 201-74 »

Ne seront considérées que les soumissions complètes sur les formules préparées par les Services techniques. Ces formules et autres documents de soumissions pourront être obtenus au bureau du directeur général, 8400, boulevard Lacordaire, Saint-Léonard, moyennant un montant de 25 \$, incluant les taxes, NON REMBOURSABLE, en argent ou par chèque visé payable à la Ville de Saint-Léonard.

Pour être valable, chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé au montant de dix pour cent (10 %) ou plus du total de la soumission fait à l'ordre de la Ville de Saint-Léonard, ou d'un cautionnement de soumission établi au même montant, valide pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours de la date d'ouverture des soumissions. De plus, les soumissions devront être accompagnées d'une lettre d'engagement en vue de l'émission d'un cautionnement d'exécution équivalent à 50 % du prix du contrat et d'un cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services équivalent à 50 % du prix du contrat.

Lesdites soumissions seront ouvertes en présence des parties intéressées à l'Hôtel de Ville, 8400, boulevard Lacordaire, à la salle du conseil municipal, le jeudi 22 août 1996 à 14 h.

La Ville de Saint-Léonard ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues, ni à encourir aucune obligation ni aucuns frais d'aucune sorte envers les soumissionnaires.

Donné à Saint-Léonard, ce 6^e jour du mois d'août 1996.

LE GREFFIER DE LA VILLE
Georges Larivée, o.m.a.

Chambre des notaires du Québec **AVIS DE DÉMISSION**

Avis est donné par les présentes que, lors de sa réunion tenue le 20 juin 1996, le Comité administratif de l'Ordre a pris acte de la démission de madame Ariane Fricard, autrefois notaire à Montréal, avec prise d'effet au 20 juin 1996.

Comment résoudre l'« extraordinaire puzzle » ?

Les enquêteurs sont encore loin de pouvoir expliquer la catastrophe de la TWA

Agence France-Presse
SMITHTOWN

Les enquêteurs se demandent hier comment ils allaient pouvoir déchiffrer le « puzzle extraordinaire » que constitue le morceau de cockpit du Boeing 747 de la TWA ramené à terre ce week-end.

Par ailleurs, le corps d'une nouvelle victime a été retrouvé, hier. Cette découverte porte à 195 le nombre des débris récupérés jusqu'à maintenant, dont 192 ont été identifiées, a précisé le vice-président du Bureau de contrôle pour la sécurité dans les transports (NTSB), Robert Francis.

« Nous pourrions avoir davantage de journées de ce genre, rien de spectaculaire, rien de bouleversant », a encore déclaré M. Francis lors d'un briefing quotidien, en ne cachant guère sa déception.

Le responsable a encore indiqué qu'il était trop tôt pour tirer des enseignements de l'examen de la partie du cockpit qui a été ramenée à terre ce week-end. Les enquêteurs ont simplement commencé à étudier les moyens de « démêler » l'enchevêtrement des câbles et des tôles. « Cela ne se fera pas dans la précipitation. Il s'agit vraiment d'un puzzle extraordinaire (...) Il va être nécessaire de tout séparer. Nous n'allons pas nous jeter dessus en le déchirant en morceaux », a-t-il dit.

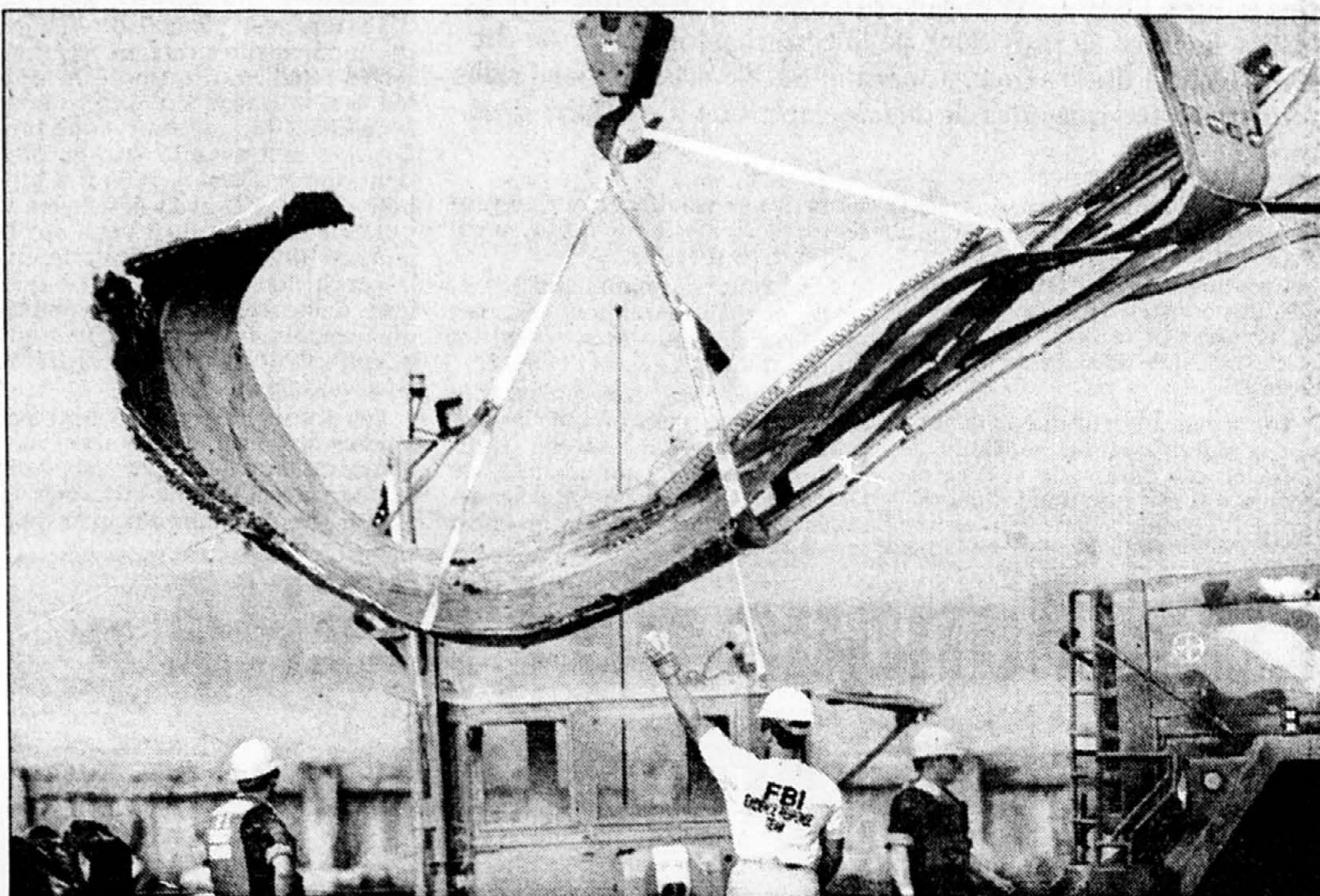
Robert Francis a précisé que la partie du cockpit retrouvée semble comprendre aussi une partie des équipements électroniques se trouvant en dessous du cockpit.

Interrogé sur le fait de savoir s'il était déçu, Robert Francis a répondu : « Bien évidemment, nous aurions aimé que la première pièce importante nous dise toute l'histoire. Par conséquent je suis légèrement déçu. Mais il s'agit d'un processus systématique et qui peut concerner le long terme. Mais nous parviendrons à nos fins. »

Le responsable du NTSB a encore indiqué qu'il s'était rendu le jour même à Washington pour s'y entretenir avec les spécialistes qui ont examiné les deux « boîtes noires » de l'appareil. Robert Francis a indiqué à ce propos qu'il était peu probable que les deux boîtes fournissent, « tout du moins pour le moment », des renseignements supplémentaires susceptibles d'expliquer ce qui s'est passé le 17 au soir, la date du drame.

Le Boeing 747 de la TWA s'est abîmé en mer le 17 juillet après avoir explosé en vol au large de Long Island (New York). Il y avait 230 personnes à bord.

Les enquêteurs retiennent toujours, officiellement, trois scénarios : la bombe, le missile ou la défaillance technique majeure, mais refusent toujours de favoriser l'un d'entre eux.



Des membres de l'équipe d'enquête ont reçu, hier encore, de nombreuses pièces provenant de l'épave du Boeing et retirées de la mer par des équipes de plongeurs de la Garde-côtière. Tous les débris sont répertoriés et classés dans un immense entrepôt de Hampton Bays.

PHOTO AP

L'Irving Whale arrivera à Halifax demain

Presse Canadienne
HAVRE-AUBERT

Après avoir séjourné en profondeur pendant des années, l'Irving Whale se dirige rapidement vers Halifax. Une semaine après que des experts eurent réussi à tirer la barge pleine de pétrole du fond de l'océan où elle reposait depuis 26 ans, l'Irving Whale avance résolument vers le chantier naval d'Halifax propriété de la compagnie Irving.

« Nous progressons sans la moindre difficulté », a déclaré lundi le porte-parole de Transports Canada Dick Pepper. « Les conditions sont idéales. »

À midi hier, l'Irving Whale — soudée au vaisseau de transport semi-submersible Boa 10 pour lui permettre de résister aux vagues de l'Atlantique — se trouvait à 35 kilomètres au large de la pointe extrême-sud des Îles-de-la-Madeleine.

Les prévisions météorologiques étaient bonnes et la barge devrait arriver à Halifax mercredi.

L'Irving Whale a quitté Alberton, en Île-du-Prince-Édouard, tard dimanche soir après avoir été entièrement débarrassée de toutes les bernacles polluées qui s'y étaient collées au cours des années passées au fond de l'océan.

On a ainsi rempli 79 barils de produits pollués, ce qui représente un total de 23 000 litres.

Ces barils ont été placés à bord du Boa 10 pour plus de sécurité et seront remis à la Garde côtière dès qu'ils auront atteint Halifax.

Environ 2100 litres d'eau contaminée aux BPC ont été pompés de l'Irving Whale et seront acheminés vers Swan Hills, en Alberta, pour y être incinérés.

Le Boa 10 est suivi par le garde-côtes Earl Grey.

Même si le renflouement et le transport de l'Irving Whale s'est déroulé sans problème, M. Pepper a refusé de commenter les propos des environnementalistes qui ont prédit que le levage de la barge pourrait entraîner un désastre écologique.

« L'opération ne sera terminée que lorsque nous serons parvenus au chantier naval d'Halifax », s'est contenté de dire M. Pepper. « En ce qui a trait à ces gens-là, leurs inquiétudes ont été prises en compte. »

C'EST
DUR
D'ÊTRE
UNE
FEMME.

SURTOUT POUR CELLE
QUI DEVRA AFFRONTER
MONICA SELES.



O M N I U M
du Maurier

Les Internationaux de tennis féminin du Canada
Du 3 au 11 août 1996

Découvrez le nouveau Centre de tennis du parc Jarry à Montréal

Si vous n'achetez pas de billet, vous ne pourrez pas y assister. Billets à partir de 10 \$.

Appelez le Réseau Admission au: (514) 790-1245

